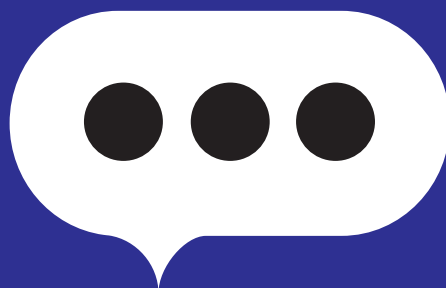




OFAJ
DFJW

W
D
U
T
E

**Retour vers le futur:
Regards des jeunes en
France et en Allemagne**



Vivre l'engagement, construire l'avenir

Anne Tallineau & Tobias Bütow

«Quant à vous, je vous félicite! Je vous félicite, d'abord, d'être jeunes.» (Charles de Gaulle, septembre 1962)

«L'espoir est un travail acharné. Contre l'impuissance, rien ne sert de fuir, contre l'impuissance, il faut agir.» (Luisa Neubauer, septembre 2022)

60 ans, presque jour pour jour, séparent le discours du président français Charles de Gaulle adressé à la jeunesse allemande et le discours de la militante allemande pour le climat Luisa Neubauer sur les enjeux de demain. 60 ans après le traité de l'Élysée, qui a vu naître l'amitié franco-allemande, les jeunes de France et d'Allemagne partagent la même inquiétude face à la crise climatique. La plus grande menace ne vient plus du pays voisin. Aujourd'hui, le plus grand défi est le changement climatique.

Les nombreuses crises de notre époque marquent la jeunesse franco-allemande. La crise sanitaire, la guerre et le changement climatique pèsent sur les parcours de vie et d'éducation, limitent les expériences européennes, altèrent l'image de l'Europe et influencent les attentes des jeunes quant à l'avenir. Au moment où une transition à l'issue incertaine a lieu, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) a choisi le 60^e anniversaire du traité de l'Élysée pour donner la parole aux jeunes de France et d'Allemagne. Ce sondage représentatif a pour but de mieux comprendre cette jeunesse, mais aussi d'agir en conséquence. En tant qu'organisation internationale dédiée aux jeunes, nous nous appuyons sur ces données pour développer nos programmes et notre travail de subvention. Depuis bientôt 60 ans, l'OFAJ porte la voix de la jeunesse et agit en fonction de leurs espoirs et de leurs préoccupations, de leurs besoins et de leurs intérêts.

Tout d'abord, nous placerons dans les années à venir l'écoresponsabilité et la préservation du climat au cœur des échanges de jeunes. Nous soutiendrons les porteurs de projets dans le secteur de l'éducation et de la jeunesse en leur proposant des formations et du matériel pédagogique.

Les rencontres interculturelles peuvent encourager les jeunes à s'engager pour la protection de la planète. C'est en agissant ensemble que nous construirons la confiance en l'avenir. Et c'est main dans la main que nous pourrons relever les défis du 21^e siècle.

Ce sondage représentatif auprès de la jeunesse franco-allemande montre que les facteurs sociaux et économiques jouent un rôle central dans la réalité quotidienne et les perspectives d'avenir des jeunes. Les échanges franco-allemands de jeunes prévus par le traité de l'Élysée doivent plus que jamais s'adresser aux jeunes qui n'ont pas encore pu faire l'expérience du projet européen et des langues étrangères. Car participer à un échange interculturel est une chance unique pour chaque jeune. Les spécialistes du travail de jeunesse et d'aide sociale à la jeunesse sont des partenaires indispensables, car elles et ils bénéficient de la confiance des jeunes – des quartiers nord de Marseille aux immeubles préfabriqués de Dresde.

Enfin, cette étude conforte l'idée que la démocratie se nourrit d'échanges et de participation. À l'heure de la transition numérique et de la désinformation, les rencontres interculturelles et la découverte de pays voisins sont indispensables. La coopération franco-allemande est idéale pour encourager les jeunes à s'engager pour la démocratie et la paix en Europe, et pour renforcer la diversité et la participation.

Nous remercions le conseil scientifique ainsi que les autrices et auteurs de cette étude pour leur expertise et leur engagement. Nous remercions l'équipe de l'OFAJ, en particulier Claire Demesmay, Anya Reichmann et Tomasz Bertram, ainsi que Kantar Public pour leur temps et leur travail consciencieux. Nous remercions également les plus de 3000 jeunes de France et d'Allemagne qui ont participé à ce sondage. Si leurs voix sont entendues, mais aussi traduites en actions concrètes, nous aurons atteint l'objectif de ce sondage. Et nous pourrons également, avec espoir et conviction, féliciter les jeunes de France et d'Allemagne «d'être jeunes».

L'essentiel

Les crises sociales de ces dernières années (coronavirus, guerre en Ukraine, inflation, etc.) ont fortement marqué les jeunes de France et d'Allemagne. En effet, seule une minorité de jeunes des deux pays (environ un tiers) qualifie sa situation financière de (très) bonne.

Une large majorité (**plus de deux tiers**) des jeunes des deux pays se montre pessimiste quant à l'avenir de la société, et leurs perspectives pour les prochaines années dans certains domaines politiques sont pour la plupart négatives.

Seule une petite minorité d'environ un dixième des jeunes des deux pays ne voit aucune nécessité de changements politiques significatifs. D'ailleurs, seul **un quart (27 %)** des jeunes de France et **un tiers (37 %)** des jeunes d'Allemagne sont (très) satisfaits de la démocratie. Les institutions sociales n'inspirent **généralement pas (beaucoup) confiance** aux jeunes des deux pays, à l'exception de l'armée en France.

Malgré tous les autres sujets, le **changement climatique est le plus souvent cité parmi les trois principaux enjeux actuels dans les deux pays**. En France et en Allemagne, les jeunes estiment également que la lutte contre le changement climatique devrait être prioritaire par rapport à la poursuite de la croissance économique, plutôt que l'inverse.

L'UE inspire en principe plus d'associations en Allemagne qu'en France, qu'elles soient positives ou négatives. Mais dans l'ensemble, **l'UE est plus souvent associée à des caractéristiques positives dans les deux pays**. Une grande moitié des jeunes des deux pays considère la coopération franco-allemande comme (très) importante dans tous les domaines politiques. **Seule une petite proportion d'environ un dixième des jeunes estime que les deux pays devraient moins coopérer au niveau européen**.

Dans les deux pays, **l'origine sociale a une très forte influence sur le point de vue des jeunes** et s'avère donc être le facteur sociodémographique le plus déterminant. Malheureusement, les résultats de cette étude sur la jeunesse montrent que les jeunes issus de milieux modestes sont moins souvent optimistes quant à leur avenir et plus souvent pas (du tout) intéressés par la politique. Ils sont également moins convaincus par la démocratie, la participation aux élections, l'engagement politique et ont moins confiance dans les institutions politiques.

Méthodologie

Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée

Nom du projet	Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée
Échantillon	
Population	Jeunes de 16 à 25 ans vivant en France et en Allemagne
Procédure de sélection	Échantillonnage par quotas dans un access panel en ligne constitué par l'OFAJ
Zone couverte par le sondage	République fédérale d'Allemagne France
Méthode	Un questionnaire à remplir en ligne a été mis à la disposition des jeunes des deux pays. L'échantillon net a été sélectionné en fonction de quatre critères. Les critères étaient les suivants: genre (deux caractéristiques), âge (2 groupes), région (4 régions en Allemagne, 5 régions en France) et catégorie de commune (7 catégories en Allemagne, 3 catégories en France)
Instrument	Le questionnaire à remplir en ligne a été testé dans le cadre d'un prétest cognitif (durée du travail sur le terrain: du 27 septembre au 3 octobre) et modifié avant son lancement
Durée des entretiens	La moyenne dans les deux pays était de 18 minutes, la médiane de 16 minutes
Entretiens · prévus	n = 2 x 1500
Allemagne	n = 1729 entretiens au total n = 202 entretiens exclus de l'analyse en raison de problèmes de qualité n = 1527 entretiens exploitables
France	n = 1780 entretiens au total n = 229 entretiens exclus de l'analyse en raison de problèmes de qualité n = 1551 entretiens exploitables
Pondération	L'ensemble des données a été pondéré séparément pour la France et pour l'Allemagne à l'aide des structures théoriques des statistiques officielles. Pour l'Allemagne, l'âge, le genre, le diplôme est/ouest, le Land, la zone Nielsen, la catégorie de commune politique (GKpol) et la catégorie de commune BIK 10 ont été pris en compte. Pour la France, l'âge, le genre, l'éducation (CITE), les régions (NUTS II) et la catégorie de commune ont été pris en compte. L'efficacité de la pondération a été de 56,26 % (D) et 52,79 % (FR).
Période	Du 13 au 31 octobre 2022

KANTAR PUBLIC

Réalisation de l'étude

Suite à l'attribution du contrat le 1er septembre 2022 par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) à Kantar Public, une étude franco-allemande sur la jeunesse a été réalisée jusqu'à fin octobre sur la base d'un sondage quantitatif dans un Access Panel en ligne constitué par l'OFAJ lui-même. Le présent rapport de synthèse documente les principales étapes de la réalisation de cette étude.

La préparation

La préparation de l'étude s'est concentrée sur l'élaboration d'un questionnaire au contenu très complet. L'OFAJ a créé un conseil scientifique pour cette étude, qui a travaillé à l'élaboration d'un modèle au cours de plusieurs ateliers. Ce modèle a été confié à Kantar Public lors de la passation de la commande. Après un premier examen par Kantar Public, ce modèle a été retravaillé en collaboration avec l'OFAJ les 9 et 19 septembre, pour aboutir à une version validée par les deux parties pour le prétest cognitif.

Le questionnaire s'articule autour des thèmes suivants:

- > **Avenir**
- > **Politique et engagement**
- > **Démocratie et institutions**
- > **Paix**
- > **Rapport à l'Europe et à la coopération franco-allemande**

Ce questionnaire de fond a été complété par des questions sociodémographiques.

Le prétest cognitif

Un prétest cognitif a permis de tester l'ébauche de questionnaire validée par les deux parties. Pour la réalisation des entretiens, une version du questionnaire était disponible sous forme de guide, complétée par des éléments qualitatifs approfondis.

Au total, six entretiens de prétest cognitif guidés ont été réalisés avec des jeunes âgés de 16 à 24 ans entre le 27 septembre et le 3 octobre 2022 en France et en Allemagne.

Ces entretiens ont duré de 45 à 90 minutes et ont été réalisés en ligne via MS-Teams. La personne qui menait l'entretien partageait son écran pour afficher le questionnaire en ligne. Elle abordait ensuite le questionnaire en ligne question par question avec les jeunes en ciblant les éléments qualitatifs approfondis du guide.

Dans le cadre de ces entretiens, il est apparu à certains moments que certaines questions n'étaient pas compréhensibles ou n'étaient pas toujours comprises de la même manière. Elles ne répondaient donc pas aux critères de qualité des questions des sondages standardisés.

Sur la base des entretiens menés dans les deux pays, un rendez-vous a été organisé le 6 octobre avec l'OFAJ afin de formuler ensemble les conséquences de ce prétest cognitif et de produire une version finale du questionnaire, validée par les deux parties. Cette version du questionnaire a été traduite dans les deux langues et soumise à la programmation finale de l'étude.

L'enquête principale

Le travail sur le terrain

Après validation de la programmation finale le 12 octobre, l'enquête principale a pu démarrer le 13 octobre. Ce lancement se fait chez Kantar Public avec un premier petit échantillon brut (soft launch) afin de tester une dernière fois la fonctionnalité du questionnaire en conditions réelles. Ce test a été concluant, moyennant quelques ajustements mineurs dans la gestion des quotas nets, ce qui a permis d'utiliser les autres échantillons bruts à partir du 17 octobre. Dans les jours qui ont suivi, il s'est avéré nécessaire d'introduire de manière ciblée d'autres échantillons bruts sur le terrain afin de contrôler l'échantillon net. Ainsi, le travail sur le terrain a pu prendre fin le 31 octobre 2022 avec un total de 3 509 entretiens. N = 1 780 entretiens ont été réalisés en France et n = 1 729 en Allemagne.

Tri des données, pondération et tabulation

Les données disponibles ont été soumises à un contrôle de qualité une fois le travail de terrain terminé. Les «speeders» et les «straightliners» ne correspondent pas à nos standards de qualité. Les «speeders» sont les personnes dont la durée de l'entretien est inférieure à 35 % de la durée médiane. Les «straightliners» sont les personnes qui répondent aux questions d'une manière inhabituelle. Outre le fait de cocher toujours la même case, cela implique également de faibles variations au niveau de ces questions et de nombreux «je ne sais pas».

Avec cette méthode de contrôle des données, n = 229 entretiens en France et n = 202 en Allemagne ont dû être retirés de l'ensemble de données par manque de qualité. Ainsi, l'ensemble de données comprenait à la fin n = 1 551 entretiens exploitables en France et n = 1 527 entretiens exploitables en Allemagne. La durée moyenne des entretiens dans les deux pays était de 18 minutes, la médiane de 16 minutes.

Cet ensemble de données final a été utilisé pour la pondération. La pondération consiste à respecter plusieurs spécifications issues des statistiques officielles en appliquant un facteur de pondération. Dans un processus de pondération en plusieurs étapes, les structures des données nettes sont adaptées à ces spécifications. Ces spécifications sont utilisées pour différents critères. Pour l'Allemagne, l'âge, le genre, le diplôme est/ouest, le Land, la zone Nielsen, la catégorie de commune politique (GKpol) et la catégorie de commune BIK 10 ont été pris en compte. En France, il s'agissait de l'âge, du genre, de l'éducation (CITE), des régions (NUTS II) et de la catégorie de commune. L'efficacité de la pondération était de 56,26 % (D) et 52,79 % (FR). Les deux pondérations ont été enregistrées dans un facteur de pondération pour l'ensemble des données, afin d'obtenir un ensemble de données pondéré pour les deux pays.

Remarque sur la cartographie de la population et la représentativité

L'échantillonnage par quotas basé sur des Access Panels en ligne auto-constitués ne répond pas aux critères de l'échantillonnage aléatoire. La caractéristique de l'échantillonnage aléatoire est que pour tous les individus de la population (ici: des jeunes de France et d'Allemagne âgés de 16 à 25 ans), il existe une probabilité de sélection calculable supérieure à 0. Par définition, ce n'est pas le cas pour les Access Panels en ligne, qui dépendent de l'inscription des individus ciblés.

Afin de pouvoir malgré tout représenter au mieux la population, des échantillons par quotas ont été réalisés, qui, en raison du contrôle de l'échantillonnage, représentent au mieux la population à l'aide de quotas prédéfinis sur la base de statistiques officielles. Cette approche est toujours pertinente lorsque le temps et/ou les ressources financières ne permettent pas de réaliser le travail beaucoup plus important que nécessiterait un échantillonnage strictement aléatoire.

Après la pondération, un grand nombre de tableaux a été créé avec plusieurs titres de colonnes, afin d'assurer un aperçu à la fois rapide et complet des résultats.

Présentation d'une sélection de résultats

Dans le cadre d'une visioconférence bilingue sur Zoom organisée par l'OFAJ le 16 novembre 2022, Kantar Public a présenté une sélection de résultats de l'étude aux collègues de l'OFAJ ainsi qu'au conseil scientifique. Le conseil scientifique a alors pu commencer ses évaluations détaillées en vue des publications à l'occasion du 60e anniversaire du traité de l'Élysée.



Nielsen

Les zones Nielsen sont une répartition de tous les Länder selon certains critères. Sont ainsi regroupés les Länder pour lesquels les conditions de marché telles que le pouvoir d'achat et le comportement de consommation sont similaires.

BIK

Les régions BIK et les zones d'interdépendance sont un système de structuration spatiale à l'échelle fédérale qui représente les relations ville-périphérie au niveau communal pour les agglomérations, les régions urbaines, les centres moyens et les sous-centres.

CITE

Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) établie par l'UNESCO

Sommaire

Vivre l'engagement, construire l'avenir

Anne Tallineau & Tobias Bütow

3

Méthodologie

4

Introduction

Les jeunes en France et en Allemagne : quelles perspectives d'avenir ?

Patricia Loncle & Sabine Walper

9

Climat

Crise climatique : une jeunesse (im)puissante face à l'avenir ?

Josephine Ehm

12

Participation politique

Trop peu d'influence, trop peu de participation

Miriam Hartlapp

14

École

Des rapports différents à l'école en France et en Allemagne

Olivier Galland

22

Relations franco-allemandes

Une valeur refuge dans une période d'incertitudes

Claire Demesmay

31

Ont contribué à cette étude

36

Impressum

38

Introduction

Les jeunes en France et en Allemagne : quelles perspectives d'avenir ?

Patricia Loncle & Sabine Walper

Dans la présente étude sur la jeunesse, les jeunes en France et en Allemagne ont été interrogés sur de nombreuses dimensions et notamment sur leurs visions de l'avenir. Nous distinguerons ici deux mouvements : les jeunes interrogés apparaissent, d'une part, globalement pessimistes lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur l'avenir de leur société d'appartenance, notamment en ce qui concerne la vie publique, mais, d'autre part, largement plus optimistes lorsqu'ils se projettent à l'échelle individuelle.

Pour comprendre les positionnements – et leurs évolutions – des jeunes en France et en Allemagne ayant répondu au questionnaire de l'OFAJ, nous avons pris le parti de nous référer à des études internationales du même type mais un peu anciennes de manière à pouvoir les comparer dans le temps. Il est possible de se référer à l'ouvrage *Les jeunes face à leur avenir. Une enquête internationale*¹. Or dans cette enquête il apparaissait que les jeunes en France et en Allemagne avaient des visions assez différenciées de leur avenir, notamment en ce qui concernait le sentiment d'appartenance et la confiance dans les autres. Cependant, dans la présente étude, les attitudes des jeunes des deux pays apparaissent essentiellement convergentes.

Pas assez de participation à la vie publique

Interrogés sur les institutions de leur pays, les jeunes des deux côtés du Rhin apparaissent globalement pessimistes, notamment en ce qui concerne la participation à la vie publique.

C'est l'item par rapport auquel les jeunes des deux pays sont les moins satisfaits (35 % pour les jeunes en Allemagne et 29 % pour leurs homologues en

France²). Ce résultat n'est pas complètement étonnant et il corrobore d'autres études qui ont montré la désaffection des jeunes vis-à-vis des systèmes politiques. Cependant, cette convergence n'a pas toujours été présente. Ainsi, alors qu'en 2005, l'analyse de l'enquête valeurs de 1999 montrait des différences importantes en termes de politisation, notamment entre la France et l'Allemagne (avec 20 points d'écart de plus en Allemagne entre les formes de politisation élevée dans les deux pays)³, dans la présente enquête les résultats tendent à converger très largement. On peut donc souligner que, si la situation est restée globalement stable en ce qui concerne les jeunes en France, elle s'est considérablement dégradée pour leurs homologues de l'autre côté du Rhin.

Davantage de confiance dans la solidarité européenne

Malgré ces résultats mitigés, les jeunes manifestent une confiance assez haute à l'égard de la solidarité européenne. Ainsi, à la question : « Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de...? », ce sont la coopération franco-allemande et la solidarité entre les pays en Europe qui arrivent en tête (45 % dans les deux pays pour le premier élément, 42 % en Allemagne et 38 % en France pour le deuxième⁴). Ces résultats sont intéressants car la dernière vague de l'enquête

1. Cette enquête, menée en 2006, a obtenu 17 000 réponses de personnes de 16 à 29 ans dans 17 pays (Europe, Asie, États-Unis). A. Stellingher (dir.), *Les jeunes face à leur avenir. Une enquête internationale*, Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), Paris, 2008.

2. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 1 : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants : la possibilité de mener votre vie comme bon vous semble ; vos conditions de logement ; la possibilité d'organiser vous-même votre temps libre ; votre cercle d'amis ; vos perspectives professionnelles ; votre situation à l'école, à l'université ou au travail ; votre famille ; la possibilité de participer à la vie politique ?

3. P. Bréchon, « Generation and Politics in Western Europe », in O. Galland et B. Roudet (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs, Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, La Découverte, Paris, 2005, p. 93-116.

4. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?

valeurs (qui portait sur l'année 2017) avait permis de montrer que, parmi les différentes générations d'Européennes et d'Européens, c'étaient les plus jeunes qui déclaraient le sentiment de proximité le moins important vis-à-vis des institutions européennes⁵. Il est peut-être possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle en période de guerre (la guerre apparaissant comme le deuxième défi, surtout chez les jeunes en Allemagne), l'espoir que la solidarité européenne permette de faire face aux menaces deviendrait plus fort. Cette hypothèse semble être confirmée lorsque l'on compare les différences dans le traitement de la question de la guerre comme défi de notre époque (56 % pour les jeunes en Allemagne et 32 % en France⁶).

Le changement climatique, un problème particulièrement urgent

Quand on les questionne sur ce qui constitue pour leur génération le plus grand défi de notre époque, les jeunes des deux pays répondent très largement «le changement climatique» (à 66 % pour les jeunes en Allemagne et 62 % en France, loin devant les autres items). Il faut souligner à quel point l'importance de la question environnementale pour les jeunes apparaît liée à cette génération⁷. Même s'il s'agissait plutôt d'écologie militante et associative, l'enquête valeurs de 1999 avait d'ailleurs conduit Jean-Paul Bozonnet à titrer son chapitre : «L'écologisme en Europe: les jeunes désertent⁸». Il est évident que l'urgence climatique vient ici marquer les jeunes, ce qui conduit à insister à la fois sur leur bonne connaissance de la situation et sur la faible confiance accordée aux institutions pour faire face à la situation.

De la confiance en ce qui concerne l'avenir individuel

Tandis que deux tiers des jeunes interrogés considéraient que l'avenir de la société est plutôt incertain dans leur pays (69 % en Allemagne et 67 % en France⁹), les réponses concernant leur avenir individuel s'avèrent plus optimistes. Près de la moitié des jeunes et de jeunes adultes envisagent leur avenir de manière plutôt confiante, la France, avec 51 %, ayant même un pourcentage plus élevé que l'Allemagne (43 %). Néanmoins, une personne sur quatre en France voit son avenir de manière plutôt incertaine (25 %), tandis qu'en Allemagne ce chiffre n'est que de 13 %. C'est en Allemagne aussi que les personnes appréhendent leur avenir de manière plus «mitigée» (44 % contre 24 % en France).

Il n'est pas rare que les jeunes évaluent leurs perspectives individuelles avec plus d'optimisme que celles de la société. C'est un résultat que l'on retrouve fréquemment lors d'enquêtes auprès de tous les groupes d'âge et dans tous les pays d'Europe, comme le confirme l'étude eupinions de 2019 réalisée auprès d'adultes¹⁰. L'environnement individuel est moins large et plus contrôlable, et le succès personnel de chacun relève de facteurs plus maîtrisables que le développement social, qui est nettement plus complexe et dépend de processus plus opaques. Selon les résultats de l'étude eupinions, ce «paradoxe optimisme-pessimisme» était plus fortement représenté en Allemagne qu'en France, où l'optimisme, en général, était plus mitigé (seulement 39 % d'optimisme personnel). Il est donc étonnant que l'optimisme personnel chez les jeunes dans l'étude actuelle soit aussi élevé en France et qu'il ne soit pas plus important en Allemagne. Dans l'étude Shell sur la jeunesse de 2019¹¹, pas moins de 58 % des jeunes et des jeunes adultes vivant en Allemagne se montraient encore plutôt confiants à l'égard de leur avenir personnel. La pandémie de Covid 19 et son lot de distanciations sociales répétées ainsi que la dégradation des conditions dans le système éducatif semblent avoir tempéré cet optimisme.

5. L. Halman, T. Reeskens, I. Sieben et M. van Zundert, *Atlas of European Values: Change and Continuity in Turbulent Times*, 2022, <https://doi.org/10.26116/6P8V-TT12>

6. Question 6: Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi: le changement climatique; la guerre; la menace nucléaire; le terrorisme et la sécurité intérieure; l'immigration; les maladies; la hausse des prix; les tensions au sein de la société; la xénophobie et le racisme; la pauvreté; le chômage; aucun de ces éléments; ne sait pas?

7. Voir la contribution de Josephine Ehm (p. 12).

8. J.-P. Bozonnet, «Ecologism in Europe: Young people desert», in O. Galland et B. Roudet (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs, Europe occidentale, Europe centrale et orientale*, La Découverte, Paris, 2005, p. 147-176.

9. Question 2: Comment envisagez-vous votre propre avenir? En effet, on peut imaginer son avenir et la façon dont sa vie va se dérouler de manière plutôt sombre ou plutôt confiante. Qu'en est-il pour vous?

Puis question 3: Et qu'en est-il de l'avenir de notre société? Le voyez-vous plutôt incertain ou plutôt confiant?

10. C.E. de Vries et I. Hoffmann, *The Optimism Gap. Personal complacency versus societal pessimism in European public opinion*, Eupinion, Bertelsmann, Gütersloh, 2022.

11. Shell Deutschland Holding (dir.), *Jugend 2019. Eine Generation meldet sich zu Wort*, 18, Shell Jugendstudie, Beltz, Weinheim/Bâle, 2019.

La famille et les relations amicales: une force en période d'incertitude

Lorsqu'on les interroge sur le degré de satisfaction vis-à-vis de leur situation actuelle sous différents aspects, les jeunes livrent des réponses similaires dans les deux pays: avec 65 % des deux côtés de la frontière, ils sont (très) satisfaits de leur famille, qui occupe ainsi la première place devant le cercle d'amies et amis (57 % s'en estiment [très] satisfaits en Allemagne, 59 % en France)¹². De même, l'étude Shell sur la jeunesse de 2019 rend compte en Allemagne d'un rapport aux parents majoritairement bon et qui s'est amélioré dans le temps¹³. Bien que la période de la pandémie de Covid 19 n'ait pas été sans laisser de séquelles dans les familles, elles semblent avoir pu mieux surmonter les contraintes que les relations amicales qui, même si elles occupent un rôle central dans la vie des jeunes, ont plus souvent souffert des restrictions de contacts et des mesures de distanciations sociales. Tandis qu'avant la pandémie, 92 % des 15 à 25 ans interrogés en 2019 dans le cadre de l'enquête AID:A («Aufwachsen in Deutschland: Alltagswelten»/«Grandir en Allemagne: les mondes du quotidien») du Deutsches Jugendinstitut (Institut allemand pour la jeunesse) disaient encore se sentir satisfaits de leur cercle amical, ils n'étaient plus que 73 % en 2021.¹⁴ Dans l'étude Copsy («Corona und Psyche»/«Corona et Psyché»), 39 % des enfants et jeunes ont déclaré que leurs relations amicales avaient souffert de la pandémie¹⁵.

Moins d'autonomie individuelle ...

Avec 56 % pour l'Allemagne et 55 % pour la France, la majorité des jeunes évalue de manière positive ses possibilités de choix de vie¹⁶. Mais ici aussi, la Covid 19 a laissé des traces: tandis qu'en 2019, 82 % des jeunes en Allemagne se disaient encore satisfaits de leurs possibilités de décider de leur vie, ils n'étaient plus que 64 % de cet avis en 2021, pendant la pandémie¹⁷. L'item de l'organisation du temps libre, qui joue un rôle central dans l'autonomie individuelle, a obtenu approximativement les mêmes résultats et a tout autant souffert de l'épidémie.

12. Voir la question 1 citée plus haut [2].

13. S. Wolfert et G. Quenzel, «Vielfalt jugendlicher Lebenswelten: Familie, Partnerschaft, Religion und Freundschaft», in Shell Deutschland Holding (dir.), *Jugend 2019. Eine Generation meldet sich zu Wort*, 18, Shell Jugendstudie, Beltz, Weinheim/Bâle, 2019, p. 133-161.

14. A. Berngruber, N. Gaupp et J. Pothmann, «Jungsein in der Pandemie», *Impulse*, vol. 2, n° 22, 2022, p. 6-13.

15. U. Ravens-Sieberer, A. Kaman, M. Erhart, J. Devine, R. Schlack et C. Otto, «Impact of the COVID-19 pandemic on quality of life and mental health in children and adolescents in Germany», *European Child & Adolescent Psychiatry*, vol. 31, n° 6, 2022, p. 879-889.

16. Voir la question 1 citée plus haut [2].

17. Ravens-Sieberer et al., 2021, op. cit. [15].

... financière...

Ce bilan se reflète également dans l'aspect financier. Seul un tiers des jeunes environ juge que sa situation financière est bonne ou très bonne (Allemagne: 37 %, France: 31 %), tandis que pas moins de 24 % en Allemagne et 30 % en France considèrent que leur situation est (très) mauvaise¹⁸. De même, seule une personne sur trois pense qu'il est (plutôt ou très) probable qu'elle s'en sorte mieux que ses parents sur le plan matériel. À ce niveau également, les réponses des jeunes en Allemagne et en France se rejoignent¹⁹.

... avec des différences considérables selon l'origine sociale²⁰

Dans les deux pays, l'origine sociale exerce une nette influence sur les perspectives d'avenir des jeunes. En France comme en Allemagne, seule une personne interrogée sur trois issue des couches sociales inférieures appréhende son avenir en étant plutôt confiante, tandis que ce chiffre est de 68 % pour les couches supérieures françaises et de 50 % pour les couches supérieures allemandes²¹. Plus le statut socioéconomique de la famille d'origine est bas, et plus les jeunes interrogés dans les deux pays sont insatisfaits de leurs perspectives professionnelles, et en France également de leurs possibilités de choix de vie – une tendance moins marquée en Allemagne car les jeunes appartenant aux classes supérieures se montrent également insatisfaits de leurs possibilités de choix d'avenir.

Même si les perspectives des jeunes sont sujettes à des variations de part et d'autre du Rhin, qui peuvent se distinguer dans de nombreux domaines en fonction, par exemple, de la couche sociale d'appartenance, on observe en général, au-delà de ces fluctuations, une large congruence entre les deux pays, une unité dans la diversité qui s'interprète comme une nette affirmation en faveur de la continuation de la coopération entre les deux pays.

18. Question 8: D'une manière générale, comment qualifieriez-vous votre propre situation financière: très mauvaise, mauvaise, ni bonne ni mauvaise, bonne, très bonne?

19. Question 9: Selon vous, quelle est la probabilité que votre situation financière et matérielle soit un jour meilleure que celle de vos parents?

20. Représentation de la classe sociale d'origine des jeunes: Les classes sociales d'origine des jeunes sont représentées sur la base d'un indice. Cet indice de la classe sociale s'appuie sur deux dimensions: le niveau d'éducation de la famille d'origine ainsi que les ressources matérielles.

Le niveau d'éducation de la famille est défini à partir des indicateurs «diplôme le plus élevé du père/de la mère» et «fréquence à laquelle les parents lisaient des livres aux enfants». Les ressources matérielles sont déterminées sur la base de l'auto-évaluation donnée par les jeunes à la question «comment qualifieriez-vous votre propre situation financière?» ainsi que le type de logement des parents, «propriétaires» ou «locataires».

Le nombre de points des variables est ensuite additionné. La somme ainsi obtenue peut atteindre entre 3 et 14 points. Pour obtenir l'indice de la classe sociale, cinq groupes ont été formés en fonction des points obtenus.

21. Voir la question 2 citée plus haut [9].

Climat

Crise climatique : une jeunesse (im)puissante face à l'avenir ?

Josephine Ehm

Ces dernières semaines, on entend régulièrement parler dans la presse des actions menées par le mouvement allemand Letzte Generation (Dernière génération). Cette alliance d'activistes issue de la mouvance écologiste fait parler d'elle presque quotidiennement par ses actes de désobéissance civile, comme lorsqu'ils bloquent la circulation en se collant sur la chaussée ou qu'ils jettent de la nourriture sur les tableaux de maîtres dans les musées. On peut tout à fait se sentir en droit de critiquer ce genre d'actions, en mettre les méthodes en doute et reprocher aux activistes d'aller trop loin, voire d'atteindre l'inacceptable, comme lorsqu'ils bloquent la circulation pendant plusieurs heures, empêchant alors le passage d'ambulances, ou qu'ils prennent le risque de détruire un Van Gogh. Toutefois, nous ne pouvons nier ce que le collectif cherche à nous rappeler et pourquoi il veut nous ouvrir les yeux : la menace de la crise climatique est bien réelle, elle est urgente et il ne nous reste que peu de temps pour agir !

La peur de la crise climatique est omniprésente, et ce sont les jeunes qui la ressentent le plus violemment. Ils sont tout à fait conscients de cette crise et des défis qu'elle implique, et l'enquête de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) ne fait que conforter ce constat. À la question : « Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ? », une majorité des jeunes en France et en Allemagne a répondu en première position « le changement climatique ¹ ».

J'ai choisi dans cet essai de parler de « crise » car ce terme décrit au mieux la situation dans laquelle nous nous trouvons et ce que ressentent les jeunes. Selon les informations publiées par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la température moyenne mondiale de 2019 dépassait de 1,1 degré

Celsius la moyenne préindustrielle². Les effets de l'augmentation de la température de 1,1 degré se font d'ores et déjà ressentir : les événements météorologiques extrêmes tels que canicules, sécheresses, incendies, tempêtes ou inondations ne sont plus des phénomènes isolés. Ces conséquences font peur aux jeunes qui se posent fatalement la question suivante : « Allons-nous réussir à freiner l'avancée du changement climatique et empêcher que la crise climatique ne continue de s'aggraver ? ».

Peur et impuissance

Même si tous souhaitent envisager l'avenir avec optimisme, nous savons que cela sera de plus en plus difficile, surtout si les efforts mondiaux investis dans ce domaine sont insuffisants. Cette perspective génère un sentiment non seulement de peur, mais aussi d'impuissance, parce que nous ne pouvons qu'assister passivement à l'avancée inexorable de la crise qui laisse de profondes traces dans le monde entier, et nous constatons que nos actions individuelles ne suffisent pas à sauver le climat. Ce sentiment nous paralyse, car nous ne souhaitons rien de plus expressément qu'un monde où il serait agréable de vivre pour tous, qu'un ralentissement du changement climatique, et ce souhait unit les jeunes, peu importe d'où ils viennent. Ces dernières années, j'ai eu l'occasion de rencontrer un grand nombre de jeunes en Allemagne et en France, et même si, souvent, nous pouvions avoir des opinions différentes sur beaucoup de sujets, un thème a toujours obtenu notre unanimité : la protection du climat.

Lorsque nous entendons le mot « crise climatique », nous ne pensons pas qu'aux effets directs sur la nature, mais aussi à tout ce qu'elle implique. Nous, les jeunes, pensons aussi à notre futur : « À quoi va ressembler le monde si nous n'arrivons pas à freiner le changement climatique ? Est-ce que les populations vont devoir fuir parce que leur espace vital est

1. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 6: Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique; la guerre; la menace nucléaire; le terrorisme et la sécurité intérieure; l'immigration; les maladies; la hausse des prix; les tensions au sein de la société; la xénophobie et le racisme; la pauvreté; le chômage ?

2. World Meteorological Organization, *WMO Statement on the State of the Global Climate in 2019* (Genève: Chair, Publications Board, World Meteorological Organization, 2020), p. 6, https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10211.

devenu inhabitable? Combien encore d'espèces animales vont devoir disparaître? Connaîtrons-nous encore la sécurité de l'emploi lorsque l'industrie devra revoir ses structures pour s'adapter au changement climatique? Serons-nous suffisamment soutenus financièrement pour pouvoir transformer nos appartements et maisons en habitats climatiquement neutres? Et qui prendra en charge les coûts de la crise climatique?».

On remarque aisément à la diversité de ces questions ce que signifie véritablement la crise climatique: elle implique des bouleversements à tous les niveaux de la vie. Cela n'est donc guère étonnant qu'à la question: « Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de la protection du climat? », seuls 20 % des jeunes dans les deux pays se disent optimistes/très optimistes³. Dans ce contexte, il est tout aussi important de saisir l'importance de l'origine sociale. En effet, le changement climatique est considéré comme un défi principalement par les jeunes issus de milieux plus favorisés⁴.

Qui a les moyens de protéger le climat ?

Un autre problème accompagnant la crise climatique est celui de l'égalité sociale. Agir pour lutter contre cette crise signifie aussi que nous devons changer de mode de vie: acheter autrement, bannir le plastique, préférer les produits régionaux, choisir d'autres moyens de locomotion, moins de voitures polluantes et plus de voitures électriques, travailler autrement, moins de métiers dans les industries nocives pour le climat et plus d'emplois dans des entreprises respectueuses de l'environnement. Agir, à ce niveau, va devenir une question de participation sociale, va forcer chaque personne issue de classes moins privilégiées à se demander si elle a les moyens d'agir en faveur du climat. De nombreux jeunes n'ont pas la possibilité de considérer la crise climatique comme le plus grand défi parce qu'eux-mêmes sont touchés par les défis de l'inégalité sociale.

La question centrale qui se pose au sujet de la crise climatique dans le cadre de cette enquête est la suivante: « Peut-on ôter les craintes des jeunes vis-à-vis de cette crise? » Non, je ne le pense pas. Mais ce contre quoi on peut bel et bien lutter, c'est cet oppressant sentiment d'impuissance.

L'impuissance naît parce que les jeunes ne se sentent pas écoutés. Le premier geste serait de leur donner un espace pour qu'ils puissent exprimer

leurs peurs. Quelles sont leurs plus grandes préoccupations et comment pouvons-nous au mieux y remédier? Puis la seconde étape indispensable serait d'instaurer une consultation régulière des jeunes en les interrogeant sur les moyens et les mesures politiques à mettre en place pour freiner le changement climatique. Cela ne signifie pas que toutes les exigences doivent être acceptées, mais il s'agit plutôt de mettre en avant la participation aux décisions, aux processus de négociation concernant notre futur. Or cette participation ne doit pas non plus se limiter à un acte symbolique, mais posséder une force de mise en œuvre. Pourquoi ne tient-on que si peu compte des opinions des jeunes, alors qu'il s'agit de leur avenir? Et alors que ce sont eux qui auront le plus à souffrir des conséquences de la crise climatique?

Si, désormais, on en venait à créer cet espace et à accorder cette participation aux jeunes qui leur permettraient de décider eux-mêmes de l'avenir, je pense que nous pourrions sortir de ce désespoir et de cette impuissance paralysante. Cela pourrait bien être la dernière possibilité pour les impuissants de la crise climatique de prendre les choses en main.

3. Question 7: Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de: la protection du climat; la cohésion dans notre société; la paix en Ukraine; la solidarité entre les pays en Europe; la situation de l'emploi; la coopération franco-allemande; les prix de l'énergie; les prix des aliments?

4. Voir la question 6 citée plus haut [1].

Participation politique

Trop peu d'influence, trop peu de participation

Miriam Hartlapp

La promesse que fait la démocratie est celle de l'égalité. Dans la théorie, cette promesse garantit à chaque citoyenne et citoyen la même participation à la volonté politique et les mêmes chances d'influence sur les décisions politiques. Or, lorsque cette promesse est systématiquement rompue et que l'inégalité politique s'accroît, la démocratie est menacée¹. Cette contribution analyse le contexte de la participation politique, ainsi que la représentation des jeunes en France et en Allemagne. Nous utilisons pour cela les résultats de l'étude sur la jeunesse à destination de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) en 2022 auprès de 1 551 jeunes en France et 1 527 jeunes en Allemagne, âgés de 16 à 25 ans. L'analyse se concentre sur le thème de l'inégalité politique, qu'il s'agisse d'inégalités à l'intérieur du groupe des jeunes ou entre les jeunes et d'autres citoyennes et citoyens.

1. Armin Schäfer, *Der Verlust politischer Gleichheit. Warum die sinkende Wahlbeteiligung der Demokratie schadet*, Campus, Francfort-sur-le-Main, 2015.

Participation: l'influence de l'âge et de la classe sociale

Concernant la *participation aux élections*, près de trois quarts des jeunes disposant du droit de vote indiquent dans l'étude avoir toujours voté ou de temps en temps (Allemagne 77 %, France 65 %). Si ces résultats répondent éventuellement aux attentes que l'on peut avoir vis-à-vis de cette question, ils viennent néanmoins rejoindre les chiffres réels de la participation des jeunes aux élections parlementaires en Allemagne en 2021 (70,5 % chez les 18-20 ans et 71,8 % chez les 21-29 ans²) et à l'élection présidentielle de 2022 en France 2022 (67,2 % au premier tour et 67,5 % au second³).

2. Résultats des élections du Bundestag, <https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2021/ergebnisse.html>

3. Institut national de la statistique et des études économiques, <https://www.insee.fr/fr/statistique>

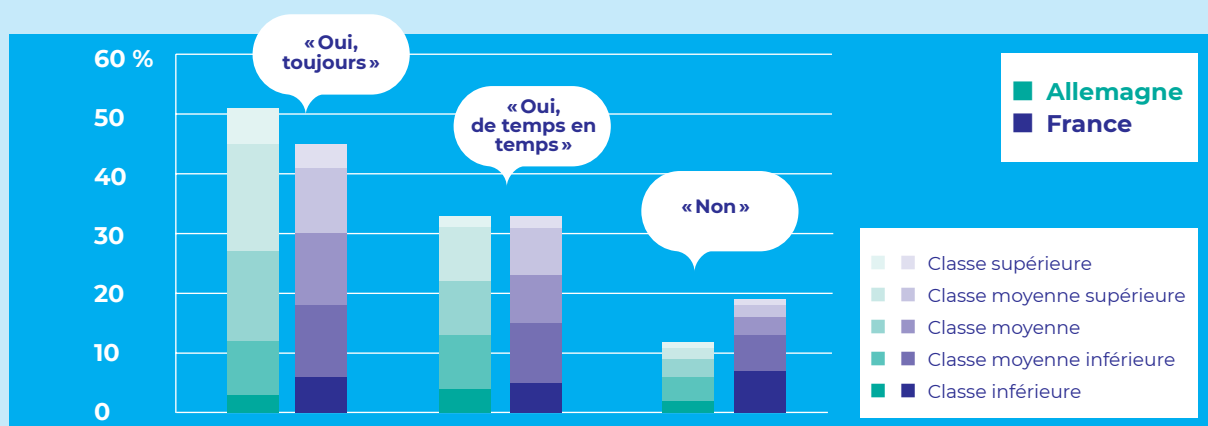
Figure 1
Participation aux élections des jeunes en fonction de leur milieu socioéconomique⁴

(en pourcentage des jeunes ayant le droit de vote dans chaque pays)

Réponses à la question 19: «Lorsqu'il y a des élections, beaucoup de gens votent, d'autres s'abstiennent pour diverses raisons. **Avez-vous voté lors des élections précédentes?** »⁵

4. voir note 20, page 11.

5. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée.



Dans le contexte de la promesse d'égalité politique, trois résultats sont à souligner. Premièrement, les jeunes votent moins souvent que les groupes d'électrices et d'électeurs plus âgés. Ce n'est pas un fait nouveau, mais il pose un problème en ce qui concerne la prise en compte des différents groupes d'âge. En outre, il pourrait indiquer qu'à l'avenir, la participation aux élections ne cessera de baisser – car qui ne vote pas pendant sa jeunesse n'adoptera probablement pas un comportement plus actif dans le futur. Deuxièmement, un jeune sur cinq disposant du droit de vote en France indique ne jamais voter. Non seulement, ce chiffre est bien plus élevé qu'en Allemagne où seulement une personne sur 10 issues de ce groupe d'âge affirme ne pas aller voter, mais aussi ce pourcentage incroyablement élevé est alarmant. Troisièmement, il existe un rapport entre le taux de participation aux élections et le statut socioéconomique. Parmi ceux qui indiquent ne pas voter, on retrouve dans les deux pays une partie plus importante de jeunes issus des classes inférieures et des classes moyennes inférieures⁶. Cette distorsion sociale au niveau de la participation aux élections est encore plus marquée en France. Toutefois, on observe parallèlement une plus grande hétérogénéité socioéconomique dans le groupe de jeunes qui indique aller toujours voter, avec une représentation à parts égales de presque toutes les classes sociales.

Des différences dans l'engagement politique

D'autres formes de participation peuvent venir compléter la participation aux élections. Celles-ci sont doublement importantes pour le bon fonctionnement de la démocratie parce que, d'une part, elles constituent un autre moyen de pouvoir prendre part à la vie politique et, d'autre part, nombre de ces formes de participation permettent de « vivre » la démocratie. Elles constituent ainsi des « cellules d'apprentissage » de la démocratie et contribuent au bon fonctionnement des sociétés⁷.

Trois quarts des jeunes interrogés disent s'engager au niveau politique en plus des élections (Allemagne 75 %, France 72 %). Les formes les plus populaires sont celles non dépendant d'une organisation, telles que les manifestations ou le travail de persuasion auprès des membres de la famille. Les formes remportant le moins de succès sont en revanche les formes formalisées de participation, comme être membre d'un syndicat. Ce qui est ici intéressant, c'est que presque toutes les formes remportent dans les réponses des jeunes en Allemagne quelques points de pourcentage supplémentaire par rapport à la France, et donc

témoignent d'un plus fort engagement. Cependant, cela ne s'applique pas aux formes organisées de participation comme le fait d'être membre d'organisations sociales ou politiques ou de partis. Ainsi, 8 % des jeunes en France indiquent être membre d'un parti, contre seulement 5 % en Allemagne. Ces chiffres sont nettement supérieurs au nombre de membres au sein de la population ayant l'âge de devenir membre d'un parti⁸. Néanmoins, ils sont à interpréter avec prudence car les conditions d'entrée dans un parti peuvent varier. Quelques clics sur un site Internet suffisent pour être automatiquement membre de l'un des deux partis créés en 2016, Renaissance (anciennement La République en marche) et La France insoumise, qui jouit d'un large soutien parmi les jeunes. Jusqu'à maintenant, les frais d'inscription n'ont pas toujours été systématiquement prélevés.

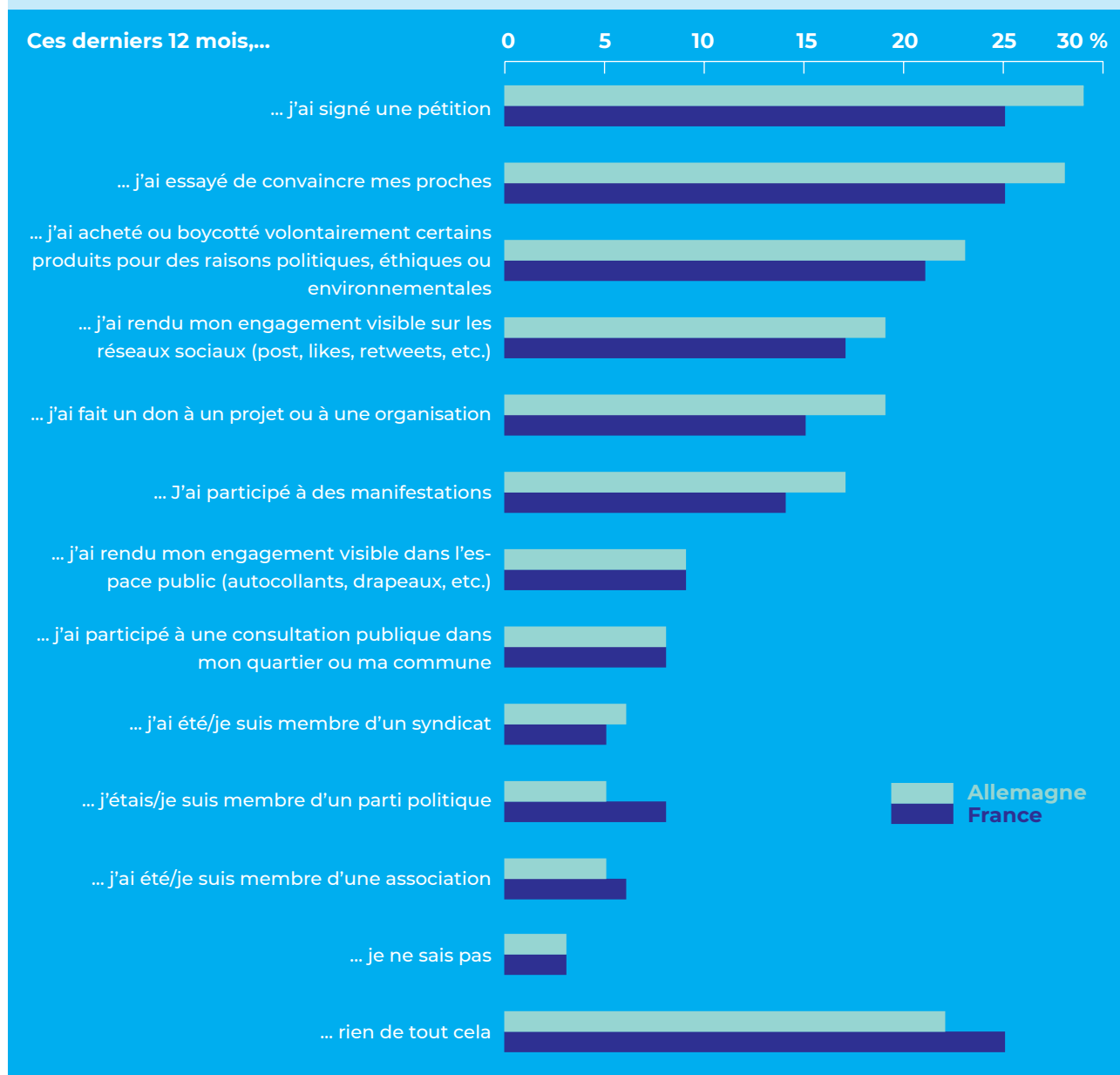
6. Pour opérationnaliser les milieux sociaux, l'enquête s'est appuyée sur l'étude Shell sur la jeunesse, <https://www.shell.de/ueberuns/initiativen/shell-jugendstudie.html>

7. Robert D. Putnam, Robert Leonardi et Raffaella Nanetti, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, 1993.

8. En comparaison, ce chiffre était en 2021 pour les huit partis politiques du parlement allemand de 1,7 %. Oskar Niedermayer, « Rekrutierungsfähigkeit der Parteien », 2022, <https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/zahlen-und-fakten/138674/rekrutierungsfahigkeit-der-parteien/>

Figure 2
Engagement politique des jeunes en France et en Allemagne
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses à la question 22: « Il y a différentes manières pour améliorer les choses ou pour empêcher que quelque chose ne se dégrade. **Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes ?** » (plusieurs réponses possibles).



En général, les formes d'engagement qui requièrent des ressources plus importantes sont moins fréquentes. La participation aux réunions régulières d'une organisation sociale ou politique demande plus de temps que de poser sa signature sur une pétition ou « liker » dans les réseaux sociaux. En général, l'engagement est particulièrement fort là où il se pratique individuellement (faire un don, boycotter certains produits ou certaines entreprises) et non en groupe (membre d'un syndicat).

Un jeune sur quatre en France et 22 % en Allemagne disent ne pas s'engager du tout. Que savons-nous des raisons ? Presque la moitié de ces jeunes met

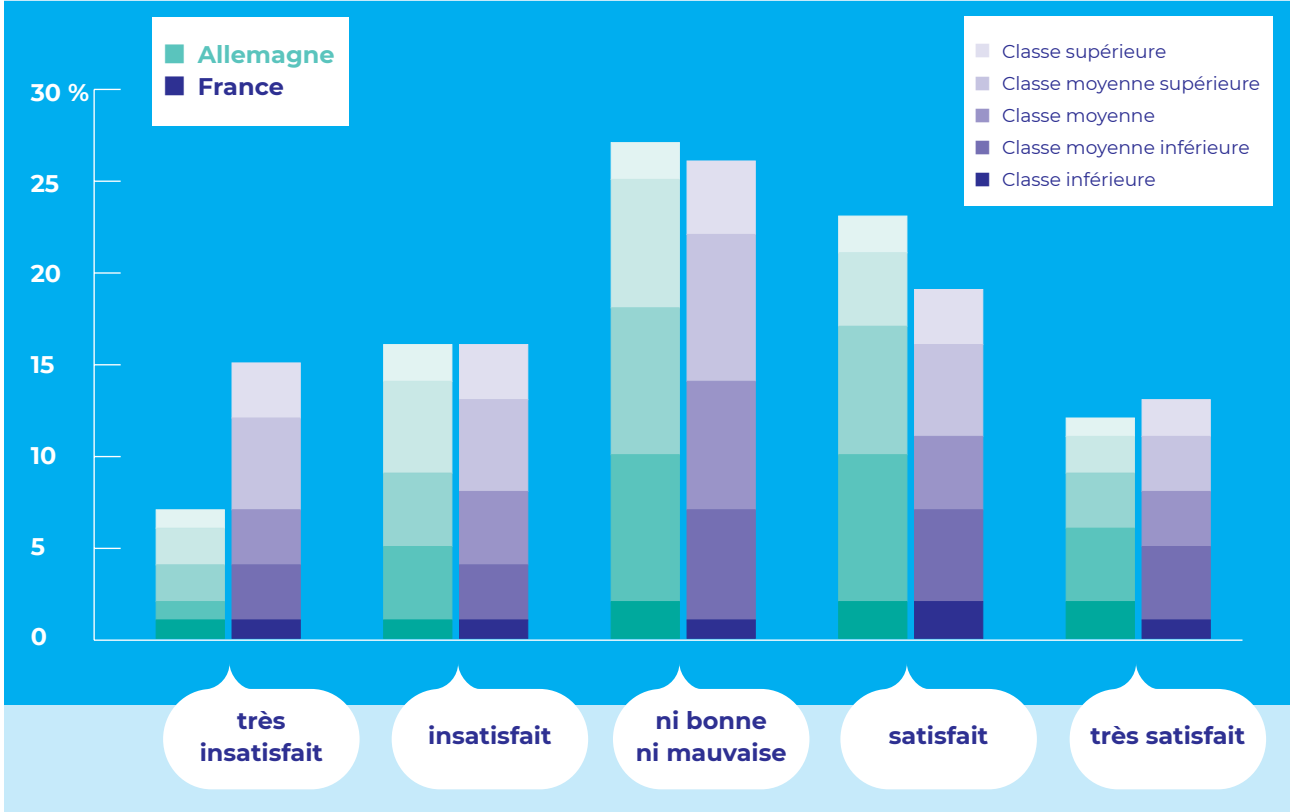
en avant le manque de temps (Allemagne 42 %, France 46 %), environ un quart donne pour raison le manque d'informations (Allemagne 29 %, France 24 %). En Allemagne, en outre, on retrouve également comme causes fréquemment citées pour expliquer l'absence d'engagement le manque d'influence à l'échelle individuelle (18 %, France 12 %), et « parce que ce n'est pas amusant » (24 %, France 11 %) ⁹.

9. Réponses à la question 24: Pourquoi n'avez-vous pas voulu vous impliquer ou vous engager ? Je n'ai pas le temps; J'ai trop peu d'informations; Parce que je ne peux pas avoir d'influence à mon échelle; Parce que personne dans mon cercle d'amis ne le fait non plus; Parce que ce n'est pas amusant; Rien de tout cela; Ne sait pas.

Figure 3

**Satisfaction des jeunes vis-à-vis de leurs possibilités de participation politique
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)**

Réponses à la question 1: « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants: la possibilité de mener votre vie comme bon vous semble; vos conditions de logement; la possibilité d'organiser vous-même votre temps libre; votre cercle d'amis; vos perspectives professionnelles; votre situation à l'école, à l'université ou au travail; votre famille; la possibilité de participer à la vie politique ? »



Un profond clivage social

Parallèlement à ces résultats concernant la participation des jeunes, l'étude livre également une évaluation des possibilités de participer à la vie politique. Seuls 36 % jeunes en Allemagne se disent (très) satisfaits. En France, ce chiffre n'est même que de 32 %.

La satisfaction sur le plan des possibilités de participation politiques est non seulement très faible dans l'absolu, mais il s'agit aussi de la plus basse, comparée aux autres domaines. Cela concerne aussi bien les autres domaines de la vie privée (famille, amis et amis, loisirs) que les domaines économiques (travail, école, études, logement et perspectives professionnelles). On observe en outre deux schémas récurrents que l'on a déjà observés au niveau de la participation aux élections. Premièrement, 30 % des jeunes interrogés en France indiquent être (très) insatisfaits, ce qui traduit une insatisfaction nettement plus élevée qu'en Allemagne (23 %). Deuxièmement, les jeunes ayant un statut socio-économique plus faible sont plus fortement repré-

sentés parmi les (très) insatisfaits, ce qui est plus marqué en France qu'en Allemagne.

En général, les résultats concernant la participation politique dépeignent ici une image assez similaire en France et en Allemagne. Une importante part des jeunes montre une forte participation aux élections et s'engage politiquement à travers de nombreuses autres formes. Parallèlement, de nombreux jeunes sont insatisfaits des possibilités de participation qu'ils ont à leur disposition, et la promesse d'égalité politique faite par la démocratie n'est pas tenue à trois niveaux: celui de la participation aux élections plus faible que les groupes de populations plus âgés, celui de l'important écart concernant la participation politique entre les classes socio-économiques et celui d'une division notable en France des jeunes en deux groupes, un groupe plus actif politiquement et se disant plus satisfait, et un autre groupe se tenant à l'écart de la politique manifestant une plus grande apathie et étant plus susceptible de développer des ressentiments antidémocratiques.

Une sous-représentation des jeunes

Outre la participation, la question de la prise en compte des jeunes en France et en Allemagne mérite une attention particulière. Dans les sciences politiques, on a vu récemment l'apparition d'une différenciation entre la représentation descriptive et la représentation substantielle. La représentation descriptive décrit le degré auquel la composition des représentantes et représentants politiques reflète les caractéristiques sociodémographiques ou les expériences de la société. La représentation substantielle, quant à elle, détermine dans quelle mesure les représentantes et représentants tiennent compte des contenus et intérêts des citoyennes et citoyens dans les décisions politiques¹⁰.

Qu'en est-il de la représentation descriptive des jeunes? Dans une étude actuelle, Blome et Hartlapp comparent la part de jeunes dans la population et la part de jeunes représentantes et représentants présents à l'Assemblée nationale et au Bundestag¹¹. Les jeunes citoyennes et citoyens (18-21 ans) sont fortement sous-représentés dans les deux pays, toutefois avec des différences entre la France et l'Allemagne. Bien qu'en France, les 18-29 ans représentent 14 % de la population, on ne comptait au début de la période de législature (2022) que 25 députés âgés de moins de 30 ans (4,3 % des députés). En Allemagne, la situation est similaire. Les 18-29 ans constituent 16 % de la population totale, mais seulement 6,5 % des députés élus en 2021 au Bundestag sont âgés de moins de 30 ans. En comparaison, la « lacune de représentation » des jeunes est supérieure à celles des femmes et, en Allemagne, elle est à peu près identique à celle des citoyennes et citoyens issus de l'immigration.

Le rapport causal exact entre la représentation substantielle et descriptive est sujet à controverse dans la littérature spécialisée en sciences politiques¹². En principe, les intérêts des jeunes peuvent tout aussi bien être défendus par des députées et députés d'autres classes d'âge. Cependant, il est évident que la présence de la perspective et du monde d'expériences quotidiennes des jeunes dans le Parlement a plus de poids sur les prises de décisions politiques et dans des débats essentiels. On retrouve dans l'enquête des indices montrant qu'un grand nombre de jeunes se sent mal ou pas du tout représentés. 54 % ne sont pas (du tout) d'accord avec

la phrase: «La politique prend les préoccupations des jeunes au sérieux», 29 % sont (tout à fait) d'accord avec la phrase: «La politique n'a rien à voir avec ma vie¹³». L'un des exemples les plus concrets est le changement climatique. Selon l'enquête de l'OFAJ, c'est même le thème qui a la plus grande priorité aux yeux des jeunes en Allemagne (66 %) et en France (62 %) ¹⁴. Lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2022, le thème n'a constitué une priorité ni pour Emmanuel Macron ni pour Marine Le Pen (Rassemblement national, ex-Front national [FN]), les deux candidats du second tour. Cela a été violemment critiqué par les jeunes, et a même motivé une série de protestations publiques durant la campagne.



Photo © Thomas COEX / AFP

Deux propositions pour plus d'égalité politique

Les résultats de l'enquête de l'OFAJ le montrent: les choses doivent changer. Des mesures doivent être prises pour améliorer la participation et la représentation politique des jeunes en France et en Allemagne. À travers les réponses, on entend s'exprimer la voix de ceux qui veulent le changement. Ainsi, la moitié des jeunes interrogés dans les deux pays se prononce en faveur de « corrections limitées » (Allemagne 51 %, France 50 %), et un tiers réclame une « politique fondamentalement différente » (Allemagne 28 %, France 31 %) ¹⁵. Alors que l'enquête

10. Hanna F.Pitkin, *The Concept of Representation*. University of California Press, Berkeley/Los Angeles:1967.

11. Agnes Blome, et Miriam Hartlapp, «Can deliberative-participatory fora cure representation gaps in France and Germany?», *Politische Vierteljahresschrift* (à paraître).

12. L'une des explications est que les représentantes et représentants sont plus à même de défendre les intérêts d'un groupe lorsqu'ils disposent des mêmes expériences. Cependant, des résultats empiriques tendent à démontrer que cet effet s'estompe avec le temps.

13. Question 25: Voici des affirmations concernant la politique dans votre pays. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec ces affirmations? La politique prend les préoccupations des jeunes au sérieux. Les hommes et femmes politique utilisent un langage qui n'est pas le mien et que je ne comprends pas. La politique n'utilise pas les moyens de communication que j'utilise. Les processus de décision en politique sont généralement incompréhensibles pour moi. La politique s'occupe des problèmes vraiment importants. La politique n'a rien à voir avec ma vie. La politique est trop influencée par les intérêts économiques. Les partis ne s'intéressent qu'au pouvoir.

14. Question 6: Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi: le changement climatique; la guerre; la menace nucléaire; le terrorisme et la sécurité intérieure; l'immigration; les maladies; la hausse des prix; les tensions au sein de la société; la xénophobie et le racisme; la pauvreté; le chômage?

15. Question 18: En pensant à l'avenir, diriez-vous, que, dans votre pays, nous avons besoin d'une politique fondamentalement différente, que des corrections limitées suffisent, ou qu'il n'est pas nécessaire, selon vous, d'apporter des changements importants à la politique?

ne livre pas d'indice au sujet des changements de contenus ou de procédures politiques voulus par les jeunes, nous nous proposons dans cette contribution de présenter pour conclure deux possibilités d'approche du problème.

La première des deux propositions serait d'améliorer *l'information et l'échange* autour de la politique. En effet, la recherche a établi de manière claire le lien entre l'information et la participation politique. Dans ce contexte, l'environnement informationnel, c'est-à-dire la possibilité de parler de politique à l'école, avec les amis et amis ou la famille, joue un rôle important. Cet environnement peut déterminer si les jeunes vont s'intéresser ou non aux informations concernant la politique et s'ils vont accorder à la politique assez d'importance pour aller jusqu'à s'informer d'eux-mêmes et s'engager politiquement. L'information et l'échange peuvent

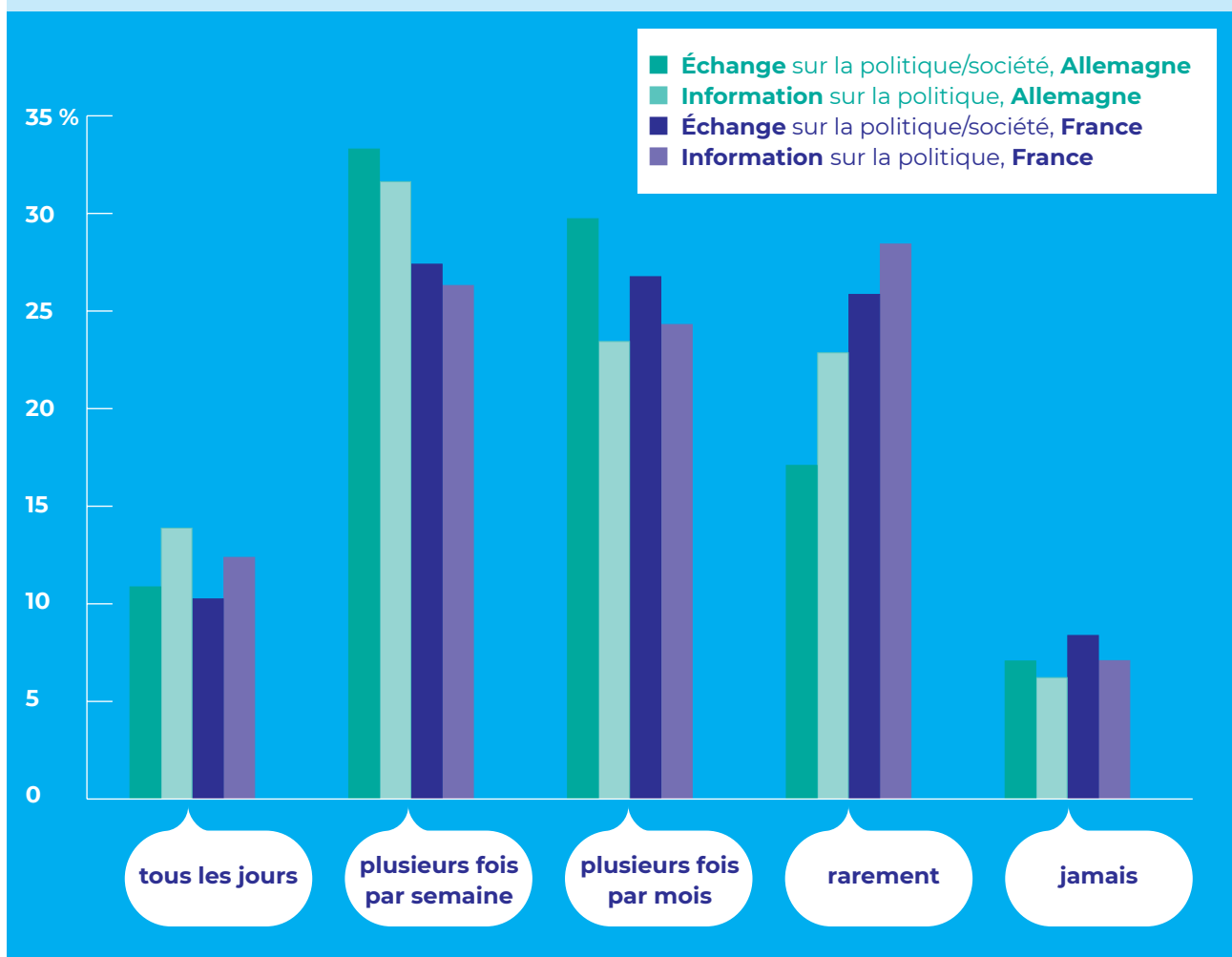
renforcer la participation, et représentent ainsi un outil qui pourrait permettre de tenir la promesse d'égalité politique de la démocratie.

Renforcer l'éducation citoyenne et politique

En Allemagne, presque un jeune sur deux indique s'informer quotidiennement ou plusieurs fois par semaine sur la politique, en France ils ne sont qu'un tiers. À côté de cela, 29 % des jeunes interrogés en Allemagne et 37 % en France déclarent s'informer plus rarement ou jamais. On observe une répartition similaire pour la question de la fréquence à laquelle les jeunes discutent de l'actualité politique et sociétale avec leur entourage. Le manque d'information et d'échange sur les sujets d'actualité politique en France pourrait peut-être s'expliquer par le manque de contenu politique dans les programmes scolaires.

Figure 4
Information et échange sur des sujets politiques
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses aux questions 12: «À quelle fréquence vous informez-vous de manière active sur l'actualité ou les sujets politiques?» et 15: «À quelle fréquence discutez-vous de l'actualité politique ou sociétale à l'école/à l'université/dans votre lieu de formation/au travail/avec vos amis/en famille?»



L'enquête montre en outre que les jeunes obtiennent les informations sur les sujets politiques via de nombreuses sources différentes. Ici, les médias en ligne ont une plus grande popularité que les médias classiques. Il est possible que les nouveaux médias viennent compléter d'autres sources d'information comme la télévision, mais aussi qu'ils compensent l'utilisation faible ou décroissante des médias classiques. On observe dans ce contexte des comportements d'utilisation légèrement différents en ce qui concerne les nouveaux médias. En Allemagne, un nombre plus important de jeunes indique consulter YouTube ou des podcasts, tandis que, chez les jeunes en France, Twitter, Facebook et TikTok arrivent en premières places. Dans l'idéal, ces sources d'information très appréciées et consultées régulièrement par les jeunes pourraient contribuer à combler le fossé qui s'est creusé entre eux et les adultes. En revanche, cet usage des médias peut constituer un défi supplémentaire et aggraver les inégalités de participation en fonction de la classe socioéconomique et du plus grand nombre de jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique en France. L'éducation politique ainsi qu'un échange régulier sur des sujets politiques organisés dans toutes les formes d'établissements scolaires pourraient au contraire contribuer à améliorer l'égalité politique.

Le droit de vote à partir de 16 ans

La seconde proposition concerne le *système électoral*. En effet, il influe directement sur l'étendue de la représentation de certains groupes sociaux au sein des institutions politiques. En France, les membres de l'Assemblée nationale sont élus au scrutin majoritaire à deux tours lors duquel la candidate ou le candidat qui obtient le plus de voix dans chacune des 577 circonscriptions remporte l'élection. En Allemagne, le scrutin mixte associe des éléments du scrutin proportionnel et majoritaire. En général, il est plus facile pour les candidats issus des groupes sous-représentés, comme les jeunes, d'obtenir une place sur une liste qui a toutes ses chances de remporter l'élection que d'être investi pour un mandat direct dans une circonscription susceptible de l'élire. Depuis de nombreuses années, on souligne autant en France qu'en Allemagne la nécessité de réformer le mode de scrutin. À côté d'une réduction du nombre de députées et députés, on parle en France de renforcer la proportionnalité qui pourrait avoir un effet positif sur la représentation des jeunes. Cependant, il faut ajouter que les effets concrets dépendent toujours du mode d'investiture des différents partis.

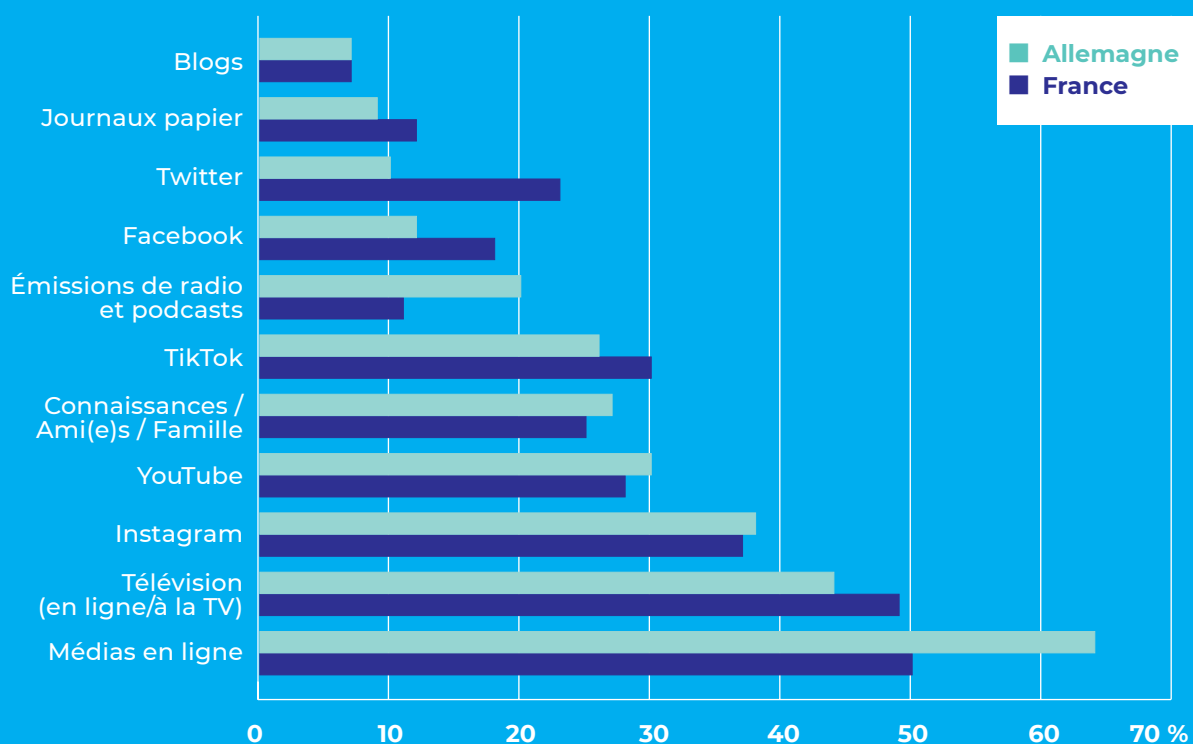
En outre, une possibilité d'améliorer la participation des jeunes pourrait passer par l'abaissement de l'âge du droit de vote de 18 à 16 ans. Tandis qu'en Allemagne, cet abaissement est approuvé par une majorité des jeunes, les jeunes en France sont plus sceptiques. Ils ne sont que 39 % à penser que voter à partir de 16 ans à l'élection présidentielle est une bonne idée, et 33 % pour l'Assemblée nationale¹⁶. Cette différence pourrait s'expliquer par le fait qu'en Allemagne, cette option de réforme est discutée plus largement et depuis plus longtemps et que, donc, l'introduction du droit de vote à 16 ans pour les élections communales et régionales jouit d'un meilleur écho. Cependant, l'abaissement de l'âge du droit de vote ne veut pas dire que la promesse d'égalité politique de la démocratie soit automatiquement tenue. Là où l'âge sera abaissé à 16 ans, on se trouvera confronté au problème des différences d'environnement informationnel. Les jeunes qui sont encore scolarisés ou vivent encore chez leurs parents profiteront au moment des élections d'un meilleur échange, que ce soit en classe, avec les amies et amis dans la cour de l'école et chez eux lors des repas, ce qui renforcera la participation politique. Là où l'environnement n'offre pas ou peu d'informations et d'échange sur les sujets politiques, l'abaissement de l'âge du droit de vote à lui seul ne suffira pas à motiver les jeunes à aller voter¹⁷.

16. Question 21: Que pensez-vous de l'idée d'abaisser l'âge légal du vote de 18 à 16 ans pour les élections suivantes: les élections législatives; l'élection présidentielle; les élections européennes; les élections municipales?

17. Sigrid Rossteutscher, Faas Thorsten, Arndt Leininger et Armin Schäfer, «Lowering the Quality of Democracy by Lowering the Voting Age? Comparing the Impact of School, Classmates, and Parents on 15- to 18-Year-Olds' Political Interest and Turnout», *German Politics*, vol. 31, n° 4, 2022, p. 483-510.

Figure 5
Sources d'information sur l'actualité politique
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses à la question 13 : « Comment vous informez-vous de manière active sur l'actualité et les sujets politiques ? »



École

Des rapports différents à l'école en France et en Allemagne

Olivier Galland

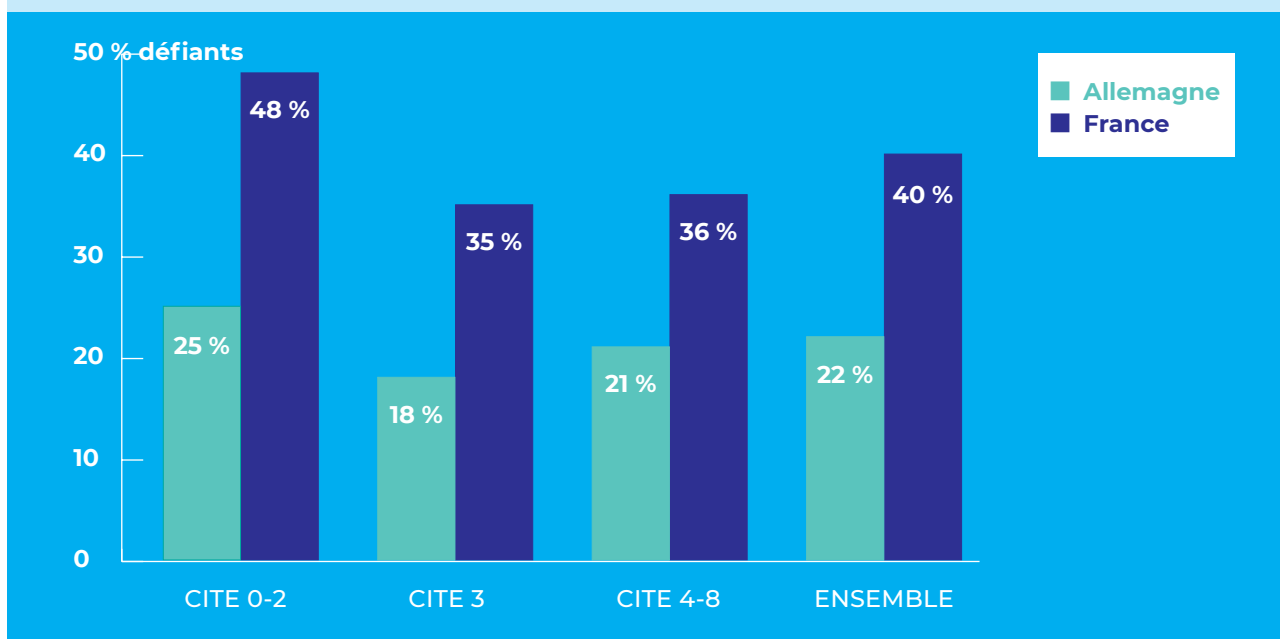
L'école ne se résume pas en une institution qui dispense des connaissances. Elle est aussi un lieu de vie et de relations sociales. Par ailleurs, d'autres facteurs culturels, extérieurs au système éducatif proprement dit, peuvent influencer le jugement que les jeunes portent sur lui. Or les jeunes en France et en Allemagne interrogés dans l'enquête OFAJ portent un regard assez différent sur leur système éducatif, les premiers étant nettement plus sévères que les seconds¹. En France les jeunes sont ainsi presque deux fois plus nombreux que leurs homologues

d'outre-Rhin à exprimer leur défiance à l'égard du système éducatif (voir figure 1). Ils le font à tous les niveaux d'étude, mais tout particulièrement lorsque leur niveau de formation est peu élevé (CITE 0-2)². Ce sont alors presque la moitié d'entre eux qui se disent défiant. Comparativement les attitudes des jeunes en Allemagne semblent à la fois plus confiantes et plus homogènes selon le niveau d'étude, même si, là aussi, les jeunes les moins qualifiés expriment plus souvent de la défiance.

1. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 29: Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants: les partis politiques; la justice, c'est-à-dire les tribunaux; la police; l'armée; le système de santé; le gouvernement; le Parlement; les institutions européennes; le système scolaire; l'OTAN?

2. Classification internationale type de l'éducation (CITE) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Pour les niveaux scolaires CITE, voir l'encadré sur la nomenclature internationale des niveaux d'éducation.

Figure 1
Défiance à l'égard du système éducatif en fonction du niveau d'étude



Lecture : Pourcentage de jeunes se situant en position 1-2 sur une échelle en 5 positions pour exprimer leur confiance ou leur défiance à l'égard du système éducatif: 1 signifie que vous n'avez pas du tout confiance et 5 que vous avez tout à fait confiance. (Source: Enquête OFAJ, octobre 2022)

Des systèmes différents, des réussites éducatives comparables

La France et l'Allemagne ont des systèmes éducatifs très différents. Dans un article de 2012 les sociologues de l'éducation Nathalie Mons, Marie Duru-Bellat et Yannick Savina³ distinguaient trois modèles éducatifs parmi les pays développés – à partir de données de l'OCDE sur les curricula, c'est-à-dire les contenus et l'organisation des formations. Ils appelaient le premier le modèle de l'éducation totale, le deuxième le modèle éducatif producteur et le troisième le modèle de l'éducation académique. Le modèle de l'éducation totale, dominant dans les pays nordiques, «est caractérisé par un enseignement à spectre large, intégrant des contenus qui dépassent le cadre étroit des disciplines académiques traditionnelles et ouvrent sur le monde extérieur». Le deuxième, auquel se rattachent l'Allemagne et les pays d'Europe continentale, «valorise le lien entre école et marché du travail par l'introduction, dès le secondaire inférieur, d'enseignements préprofessionnels et la hiérarchisation des écoles et des filières». Le système dual allemand est bien connu. Enfin, le modèle de l'éducation académique, qui concerne notamment la France, vise à dispenser des savoirs universels via des contenus d'enseignement traditionnels coupés du monde professionnel et fermés aux particularismes religieux, régionaux et linguistiques.

Cependant, malgré ces orientations très différentes, la France et l'Allemagne obtiennent des résultats assez proches en matière de réussite éducative, comme le montrent les enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)⁴ de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les scores des élèves de 15 ans qui sont interrogés dans ces enquêtes apparaissent assez moyens et ne placent pas ces deux pays dans le top 10 des pays les plus performants. L'Allemagne occupe le 20^e rang en lecture et mathématiques, le 16^e en sciences. La France fait un peu moins bien : 23^e rang en lecture, 25^e en mathématiques et 24^e en sciences (sur 77 pays ayant participé à l'enquête dont de nombreux pays avec un niveau de développement économique largement inférieur à celui de la France et de l'Allemagne).

3. Nathalie Mons, Marie Duru-Bellat, Yannick Savina, «Modèles éducatifs et attitudes des jeunes: une exploration comparative internationale», *Revue française de sociologie*, Presse de Sciences Po/Centre national de la recherche scientifique, 2012, vol. 53, n° 4, p. 589-622. hal-01719460v2

4. Ces enquêtes visent, à partir d'une série de tests proposés à des élèves de 15 ans, à évaluer l'acquisition des compétences de base en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences. Elles posent aussi des questions sur le rapport des jeunes à l'école et sur leur bien-être. La dernière enquête PISA a été réalisée en 2018.

Tableau 1
Scores moyens en France, en Allemagne et dans l'OCDE (enquête PISA 2018)⁵

	Lecture	Mathématiques	Sciences
France	493	495	493
Allemagne	498	500	503
Moyenne OCDE	487	489	489

Ces performances voisines des élèves français et allemands les conduisent-elles à évaluer leur système éducatif respectif à la même aune? Cela pourrait être le cas si ces élèves n'appréciaient leur système de formation qu'en fonction de ces résultats en matière d'acquisition des compétences. Mais cette vue est évidemment simpliste et il est certain que d'autres variables entrent en jeu. Malgré cette proximité dans le niveau des acquisitions cognitives dans les deux pays, le système éducatif est perçu différemment par les jeunes en France et en Allemagne interrogés dans l'enquête OFAJ.

La nomenclature internationale des niveaux d'éducation

La structure et le contenu des programmes d'enseignement variant selon les systèmes éducatifs nationaux, il peut s'avérer difficile de comparer les performances de différents pays. Cette comparabilité peut être obtenue en ayant recours à la Classification internationale type de l'éducation (CITE) établie par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et dont la dernière version remonte à 2011. Elle comprend les postes suivants :

Niveau 0: éducation de la petite enfance

Niveau 1: enseignement primaire

Niveau 2: enseignement secondaire du 1^{er} cycle

Niveau 3: enseignement secondaire du 2nd cycle

Niveau 4: enseignement post-secondaire non supérieur

Niveau 5: enseignement supérieur de cycle court

Niveau 6: enseignement supérieur de niveau licence ou équivalent

Niveau 7: enseignement supérieur de niveau master ou équivalent

Niveau 8: enseignement supérieur de niveau doctorat ou équivalent

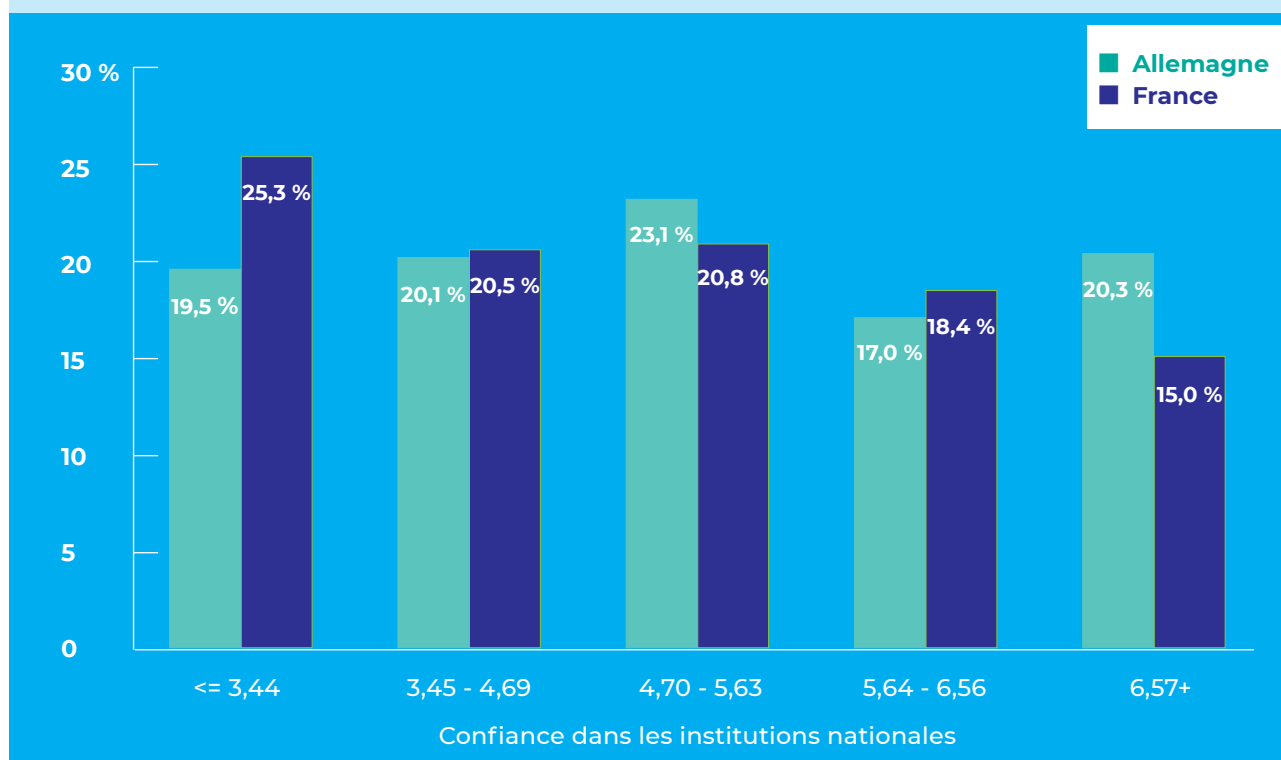
Dans les traitements de l'enquête, les niveaux 0 à 2 ont été regroupés (niveau inférieur à l'enseignement secondaire du 2^e cycle, le niveau 3 (enseignement secondaire du 2^e cycle) a été conservé tel quel et les niveaux 4 à 8 ont été regroupés (enseignement post-secondaire non supérieur et supérieur).

Le niveau élevé de défiance des jeunes en France à l'égard du système éducatif peut tenir, pour une part, à une défiance générale à l'égard des institutions, quelles qu'elles soient. C'est ce que montre la figure 2. Les réponses sur le niveau de confiance dans les différentes institutions sur lesquelles on interrogeait les jeunes dans l'enquête sont très corrélées, si bien que l'on peut construire un score syn-

thétique de confiance institutionnelle⁶. La distribution de ce score dans chaque pays montre que, par rapport aux jeunes en Allemagne, les homologues en France sont nettement surreprésentés parmi ceux qui sont défiant à l'égard des institutions, quelles qu'elles soient, et nettement sous-représentés parmi ceux qui sont les plus confiants.

6. En se limitant aux institutions nationales: les partis politiques, la justice, la police, l'armée, le système de santé, le gouvernement, le Parlement/l'Assemblée nationale, le système scolaire. L'alpha de Cronbach de l'échelle ainsi construite est de 0,811. (Le coefficient alpha de Cronbach est une statistique utilisée pour mesurer la cohérence interne (ou la fiabilité) des questions posées lors d'un test. Sa valeur est inférieure ou égale à 1, et considérée comme « acceptable » à partir de 0,7. Il permet donc l'estimation de la fidélité du score à un test.)

Figure 2
Confiance dans les institutions nationales en France et en Allemagne⁷



7. Source: Enquête OFAJ 2022, question 29, citée plus haut.

Lecture: Le score évolue de 0 (défiance dans toutes les institutions) à 10 (confiance dans toutes les institutions); il est découpé en quintiles dans la figure.

Leur niveau relativement élevé de défiance à l'égard du système scolaire ne fait donc pas exception et relève en partie d'une défiance générale à l'égard

des institutions, qui est plus présente en France qu'en Allemagne. Cette défiance française est d'ailleurs bien connue et a été maintes fois vérifiée. On voit qu'elle existe aussi chez les jeunes.

Le rôle de l'école

Néanmoins, il y a aussi sans doute des causes propres au système éducatif qui peuvent expliquer la défiance plus élevée des jeunes en France à son égard. Ces causes peuvent être en partie identifiées grâce au questionnaire de l'enquête PISA auquel ont répondu les élèves ayant passé les tests de la série 2018. Parallèlement à ces tests cognitifs ils étaient interrogés sur leurs sentiments à l'égard de différents aspects de leur expérience scolaire.

Tableau 2
Sentiment d'appartenance à l'école⁸

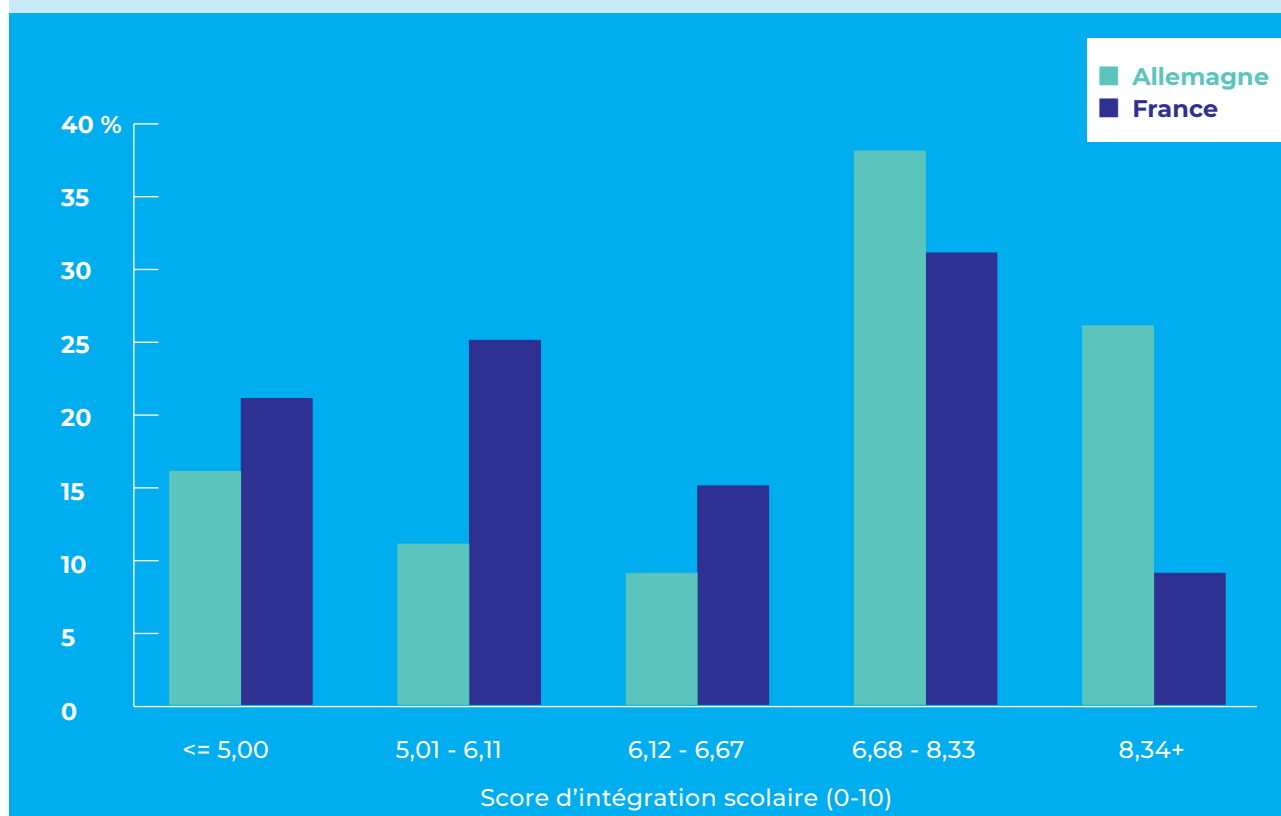
Pensez à votre école. Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?
(% tout à fait d'accord ou d'accord)

	France	Allemagne
Je me sens hors du coup à l'école	30 %	16 %
Je me fais facilement des amis à l'école	81 %	72 %
Je me sens chez moi à l'école	38 %	75 %
Je me sens mal à l'aise, pas à ma place dans mon école	19 %	16 %
Les autres élèves ont l'air de m'apprécier	88 %	86 %
Je me sens seul à l'école	12 %	12 %

8. Enquête PISA 2018.

Le tableau 2 montre que les élèves en France ont un beaucoup plus faible sentiment d'appartenance à leur école que les élèves en Allemagne. Certes, ils se font facilement des amis à l'école, mais ils répondent deux fois moins souvent que leurs homologues allemands qu'ils «se sentent chez eux à l'école». L'école peut donc être pour eux un lieu de sociabilité, mais ils ont du mal à se sentir partie prenante de l'institution.

Figure 3
Score d'intégration scolaire⁹



Lecture: Le score, construit à partir des questions du tableau 2, varie de 0 (très faible intégration) à 10 (très forte intégration). Il a été découpé en 5 tranches.

9. Étude PISA 2018

Les variables très corrélées¹⁰ du tableau 2 permettent de construire un score d'intégration scolaire. La figure 3 illustre le fort contraste entre les élèves en France et en Allemagne sous ce registre. Les jeunes en France sont notamment très fortement sous-représentés dans les valeurs hautes du score.

Cette faible intégration des élèves en France ne tient pas à une insatisfaction plus prononcée des jeunes de ce pays à l'égard de leur vie personnelle. Dans l'enquête PISA le score moyen de satisfaction de leur vie personnelle, sur une échelle de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (entièrement satisfait) est de 7,2 en France contre 7,0 en Allemagne. De son côté, l'enquête OFAJ montre que 52 % des jeunes en France envisagent leur avenir de façon plutôt confiante, contre seulement 43 % des jeunes en Allemagne. Ce sont donc très probablement des caractéristiques propres à l'école qui expliquent le manque de confiance des jeunes en France.

L'école française ne se distingue pas particulièrement par la place qu'elle reconnaît aux élèves en son sein. Elle demeure, plus qu'aucune autre, comme le montrent Yann Algan et Elise Hillery

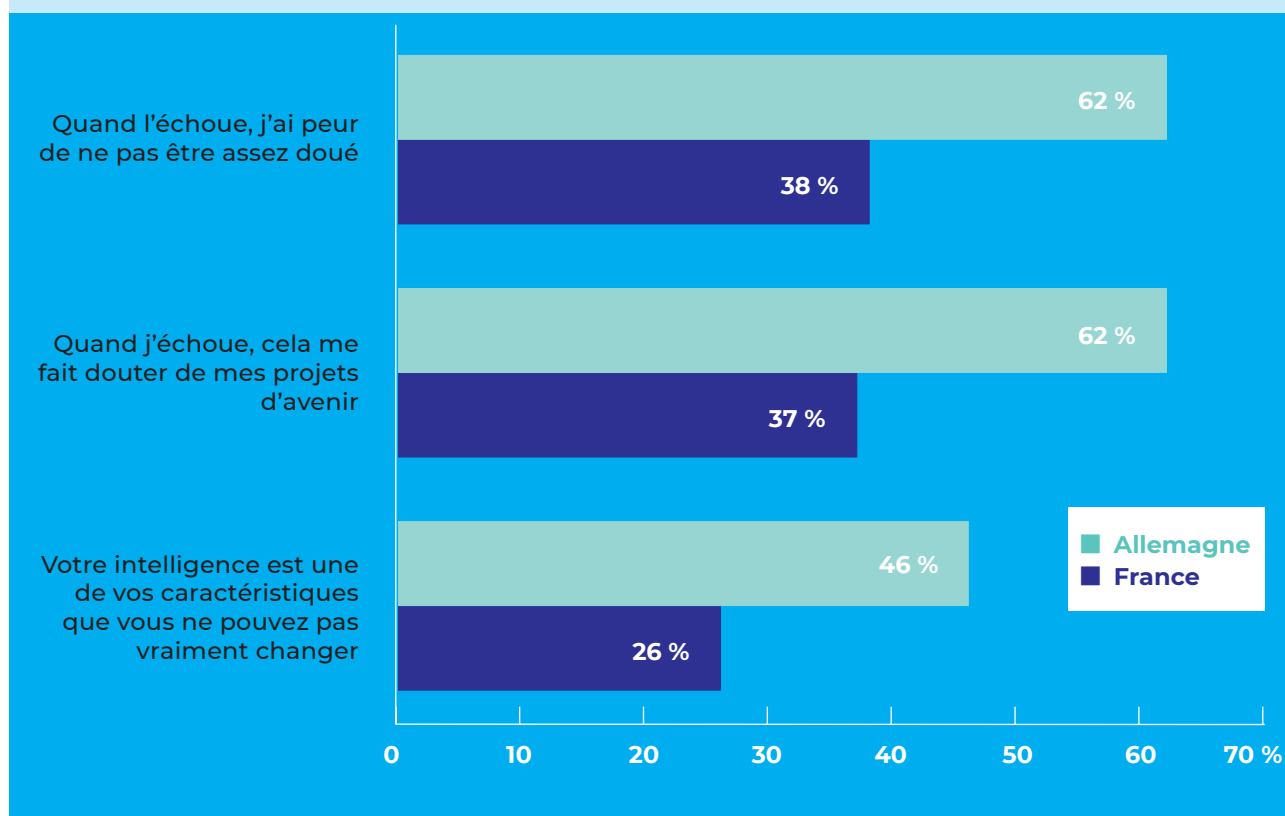
dans un petit livre très documenté¹¹, façonnée par «des méthodes pédagogiques verticales qui privilégient l'écoute du professeur sur un mode "cours magistral" avec peu de place accordée au travail en groupe ou sur projets». La participation des élèves à la vie des établissements est faible, leur parole est peu sollicitée et peu écoutée.

Ces méthodes pédagogiques peinent à créer une école de la confiance, confiance des jeunes dans le système scolaire on l'a vu, mais aussi confiance des jeunes en eux-mêmes et dans leurs capacités, comme l'illustrent d'autres résultats de l'enquête PISA (voir figure 4).

10. Alpha de Cronbach : 0,786

11. Yann Algan et Elise Huillery, *Économie du savoir-être*, Presses de Sciences Po, Paris, 2022.

Figure 4
Confiance en soi des élèves français et allemands¹²



12. Enquête PISA 2018.

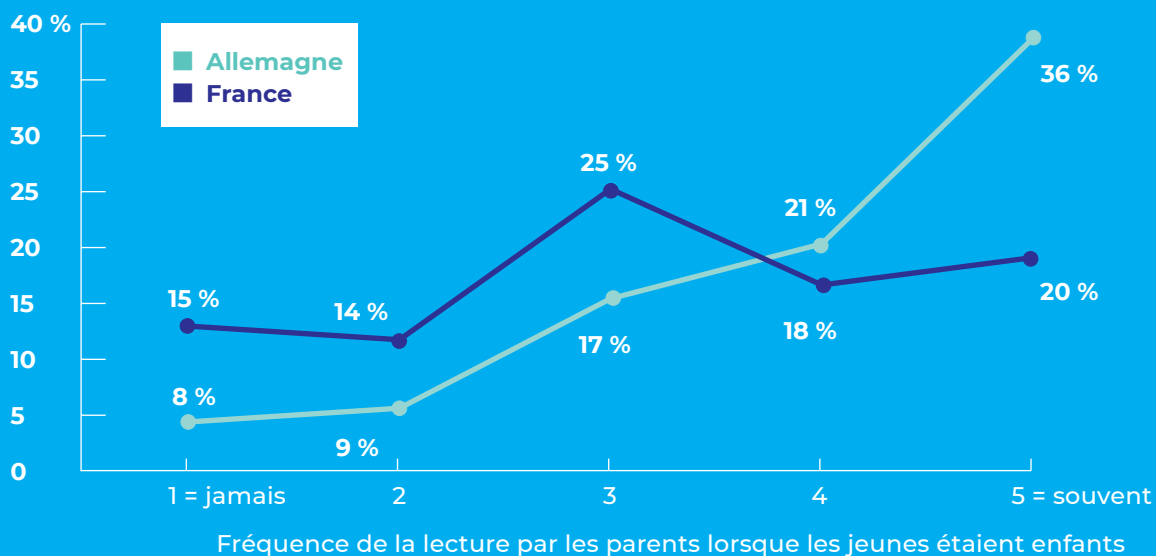
Le rôle de la famille

Néanmoins, la famille elle-même peut exercer une influence sur le goût que les enfants développent pour l'apprentissage comme elle peut contribuer également, en les soutenant et les stimulant, à leur donner confiance en eux et, partant, dans le système scolaire qui sera chargé de les éduquer. Sur ce plan, une question de l'enquête OFAJ met en lumière de fortes différences entre la France et l'Allemagne. Il était demandé aux jeunes d'indiquer à quelle fréquence leurs parents leur lisaient des livres lorsqu'ils étaient enfants¹³. Cette question permet d'évaluer deux facteurs qui peuvent jouer concomitamment et qu'il est difficile de distinguer avec cette seule question : le « capital culturel » familial – c'est-à-dire les atouts culturels dont disposent les familles et qui peuvent se transmettre aux enfants – et la volonté des parents de stimuler intellectuellement leurs enfants. Ces deux facteurs sont évidemment liés, mais ils ne se recouvrent pas totalement. Toujours est-il que les réponses des jeunes en France et en Allemagne sont très différentes. Selon leurs dires, les parents français con-

sacrent beaucoup moins de temps que les parents allemands à lire des livres à leurs jeunes enfants. On est frappé notamment du fort écart sur l'item « très souvent » (36 % en Allemagne contre 20 % en France) (voir figure 5).

13. Question 48: A quelle fréquence vos parents vous lisez-ils des livres quand vous étiez enfant ?

Figure 5
Fréquence de lecture des parents à leurs jeunes enfants

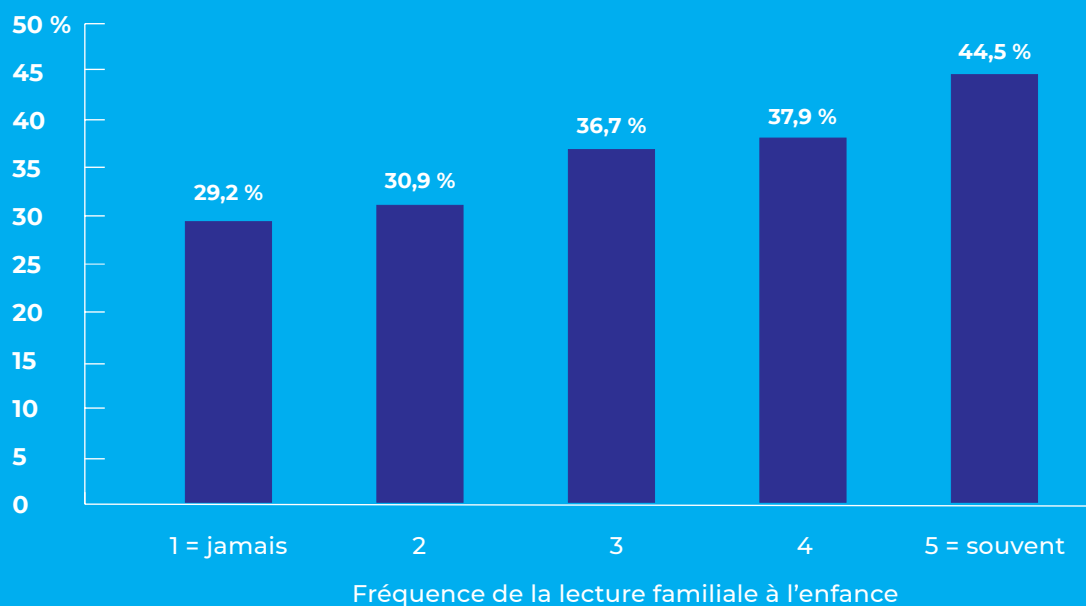


(Source: Enquête OFAJ 2022)

Ce déficit de lecture des parents français tient-il à un déficit de capital culturel ou à une volonté de ces derniers de laisser à l'école la totalité de la tâche d'éduquer leurs enfants? L'enquête ne permet pas de trancher ce point. De nombreux travaux ont montré en tout cas que la stimulation des jeunes enfants dans le cadre familial était un facteur important des acquis cognitifs qui seront ensuite utiles pour bien réussir à l'école. Sur ce plan, on peut avancer l'hypothèse que les enfants français partent avec un handicap.

Or, dans les deux pays, la confiance dans l'école est corrélée à ce facteur de socialisation familiale à la lecture dans l'enfance (voir figure 6). Les élèves allemands partent donc avec un avantage initial à leur entrée dans le système scolaire, qui contribue sans doute à accroître leur bien-être à l'école et leur confiance dans le système d'enseignement.

Figure 6
Confiance dans l'école en fonction de la fréquence de la lecture familiale (France et Allemagne)



(Source: Enquête OFAJ 2022)

Facteurs sociaux et défiance scolaire

Pour finir on peut examiner les caractéristiques des jeunes qui sont associées ou non à la défiance scolaire en France et en Allemagne (voir tableau 4). Le premier constat est que le niveau de défiance varie un peu plus fortement en fonction de ces caractéristiques en France qu'en Allemagne¹⁴. En Allemagne, les attitudes des jeunes au sujet de la confiance qu'ils accordent ou non au système scolaire sont un peu plus homogènes qu'en France où on enregistre par exemple d'assez fortes variations selon l'âge, en fonction du niveau d'étude et de l'origine nationale, alors que ces facteurs ne jouent pas ou peu en Allemagne.

Néanmoins, deux facteurs communs se dégagent dans les deux pays: la classe sociale et la propension des parents à lire des livres à leurs enfants. L'effet «classe sociale» est plus fort en Allemagne qu'en France: en Allemagne, les jeunes originaires de la classe «inférieure» ont près de 3 fois plus de chances d'être défiant à l'égard du système scolaire que ceux originaires de la classe supérieure; en France, le rapport n'est que de 1,5. En France, en revanche, l'effet du niveau d'étude des jeunes est plus important qu'en Allemagne.

D'après les données PISA 2018, les inégalités socioéconomiques d'apprentissage sont aussi fortes en Allemagne qu'en France (et plus fortes

14. Résultat confirmé par une analyse de régression.

que dans la moyenne de l'OCDE). Ainsi, le statut socioéconomique explique 17 % de la variance des performances en lecture (18 % en France), contre 12 % en moyenne dans l'OCDE; la différence moyenne entre élèves avantagés et élèves désavantagés en lecture est de 113 points en Allemagne (107 en France) contre 89 points dans l'OCDE. Les deux pays sont ainsi relativement inégalitaires en matière d'éducation.

Mais le climat scolaire et le sentiment d'appartenance à l'école sont bien meilleurs en Allemagne qu'en France. Le climat disciplinaire est en France un des pires de l'OCDE. L'indicateur¹⁵ calculé par l'OCDE à ce sujet est de -0,26 en France contre 0,04 en Allemagne.

L'indicateur du sentiment d'appartenance à l'école des élèves allemands est un des plus élevés de l'OCDE (contrairement à la France où il est très bas). De plus, en Allemagne ce sentiment d'appartenance est plus élevé chez les élèves du niveau 2 de la CITE (secondaire inférieur) que chez les élèves du niveau 3 (secondaire supérieur), alors que c'est le contraire en France (tableau 3).

15. Construit à partir d'un ensemble de questions sur le fait que les élèves n'écoutent pas ce que disent les professeurs, qu'il y a du bruit et de l'agitation dans la classe, que les professeurs doivent attendre longtemps avant que le calme se fasse, etc.

Tableau 3
Indicateur du sentiment d'appartenance à l'école de l'OCDE (PISA 2018) en Allemagne et en France, en fonction du niveau d'étude

	Secondaire inférieur (CITE 2)	Secondaire supérieur (CITE 3)	Ensemble
Allemagne	0,29	0,19	0,28
France	-0,22	-0,04	-0,07

Tableau 4
**Caractéristiques associées à la défiance scolaire en Allemagne et en France
 (% défiants 1-2)**

		Allemagne	France
Classes d'âge	<18 ans	20 %	47 %
	18-19 ans	27 %	38 %
	20-21 ans	23 %	39 %
	22-23 ans	21 %	47 %
	>23 ans	22 %	31 %
Niveau d'étude	CITE 0-2	25 %	48 %
	CITE 3	18 %	35 %
	CITE 4-8	21 %	36 %
Origine nationale ¹	française ou allemande	22 %	44 %
	autre pays européen	21 %	41 %
	autre pays non européen	23 %	31 %
Classe sociale	Inférieure	41 %	50 %
	moyenne inférieure	25 %	42 %
	classe moyenne	21 %	34 %
	moyenne supérieure	17 %	39 %
	supérieure	15 %	31 %
Sexe, identité de genre	femmes	21 %	40 %
	hommes	23 %	40 %
	divers	62 %	73 %
Lecture familiale	ne sait pas	34 %	40 %
	rarement ou jamais	28 %	50 %
	de temps en temps	21 %	30 %
	souvent ou très souvent	19 %	40 %
	ENSEMBLE	22 %	40 %

*Les jeunes d'origine française ou allemande sont nés en France ou en Allemagne ainsi que leurs parents; les jeunes d'origine européenne sont nés dans un pays européen (autre que la France ou l'Allemagne) ou ont au moins un de leurs parents qui y est né; les jeunes d'origine extra-européenne sont nés dans un pays non européen ou ont au moins un de leurs parents qui y est né (question 51).

Lecture: 19,9 % des jeunes de moins de 18 ans en Allemagne se disent défiants à l'égard du système éducatif; c'est le cas de 46,9 % des jeunes du même âge en France (position 1-2 sur l'échelle en 5 positions), **en gras** les caractéristiques les plus fortement associées à la défiance scolaire.¹⁶

16. Construit à partir d'un ensemble de questions sur le fait que les élèves n'écoutent pas ce que disent les professeurs, qu'il y a du bruit et de l'agitation dans la classe, que les professeurs doivent attendre longtemps avant que le calme se fasse, etc.

En résumé, les systèmes éducatifs des deux pays sont relativement inégalitaires et cette inégalité est ressentie par les élèves de milieu social défavorisé. Mais en Allemagne le climat scolaire est meilleur, l'école semble plus inclusive et cela contribue à atténuer le ressenti négatif à l'égard du système scolaire, notamment chez les élèves de niveau de formation moins élevé. En France au contraire, la

dégradation du climat scolaire contribue à renforcer ces sentiments négatifs, surtout parmi les jeunes du plus bas niveau d'étude.

Relations franco-allemandes

Une valeur refuge dans une période d'incertitudes

Claire Demesmay

L'ambiance générale qui se dégage de l'enquête quantitative de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) porte incontestablement les traces de la période d'incertitudes de l'automne-hiver 2022. Dans un contexte sociétal marqué par la guerre en Ukraine, les difficultés d'approvisionnement énergétique, la crise climatique et l'inflation, les réponses des jeunes interrogés en France et en Allemagne laissent apparaître une vision globalement inquiète de l'avenir, loin de la légèreté d'esprit souvent associée à la jeunesse. Pourtant, ces inquiétudes ne semblent pas se traduire par un repli sur soi national, du moins si l'on considère le regard qu'ils portent sur la coopération entre les États européens, et plus particulièrement entre la France et l'Allemagne. Interrogés sur leur niveau d'optimisme dans les cinq ans à venir sur de grandes questions politiques et sociétales, les jeunes placent la coopération entre les deux pays en tête des résultats: 45 % d'entre eux se disent optimistes, un résultat identique de part et d'autre du Rhin (question 7¹). Ce chiffre est relativement élevé comparé au niveau d'optimisme concernant, par exemple, la protection du climat ou la cohésion sociale – pour lesquelles les jeunes ne sont que 20 % et 21 % à se dire optimistes, de manière identique dans les deux pays.

Non seulement les jeunes interrogés se montrent relativement confiants quant à l'avenir de la coopération franco-allemande, mais ils sont aussi une majorité à la plébisciter. Une bonne moitié d'entre eux considèrent que cette coopération est importante ou très importante, et ce, dans des champs politiques variés (question 34²). Parmi eux, c'est la paix en Europe qui est le plus fréquemment citée, avec respectivement 58 % et 56 % de réponses positives en France et en Allemagne. Sans doute peut-on l'expli-

quer par l'actualité de la guerre en Ukraine, mais aussi par le narratif des «ennemis devenus amis», très présent dans le système éducatif et le discours politique des deux pays. Au-delà, les jeunes sont nombreux à attribuer à la coopération franco-allemande une fonction pour l'avenir de l'Union européenne (52 % et 56 %), pour la prospérité économique (50 % et 51 %) et pour la protection du climat (50 % et 47 %). En conséquence, il n'est pas surprenant qu'une très large majorité d'entre eux se prononce pour la poursuite de la coopération bilatérale dans le contexte européen: 37 % et 40 % d'entre eux souhaitent qu'elle soit approfondie, et 37 % et 38 % qu'elle reste à son niveau actuel; seuls 11 % et 6 % d'entre eux aimeraient que les deux pays coopèrent moins (question 36³).

Une image positive ...

Ces résultats s'inscrivent dans une tendance longue⁴. La France et l'Allemagne bénéficient depuis plusieurs décennies d'une image très largement positive dans la population du pays partenaire. Pour la période contemporaine, les chiffres des enquêtes varient certes en fonction des instituts de sondage et de la formulation des questions posées, mais tous indiquent invariablement un niveau de sympathie réciproque élevé.

Ainsi, en 2013, l'image que les personnes interrogées attribuaient au pays partenaire était positive dans 83 % (en France) et 87 % (en Allemagne) des cas⁵. De même, 91 % des Françaises et Français interrogés début 2021 disaient avoir une bonne image de l'Allemagne et, parmi eux, 87 % des 18-24 an⁶

3. Question 36: Selon vous, la France et l'Allemagne devraient-elles, à l'avenir, plus ou moins coopérer au niveau européen ?

4. Ifop/Ambassade d'Allemagne, «Regards croisés sur les relations franco-allemandes à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée», janvier 2013, <https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1384216/1b4bf934bdc24cfd24f8ec4f76e1e4bf/2013-sondage-ifop-datei-data.pdf>, consulté le 18 décembre 2022, p. 15.

5. Ifop/Ambassade d'Allemagne (2013). Regards croisés sur les relations franco-allemandes à l'occasion du 50ème anniversaire du traité de l'Élysée (15), <https://allemagneentrance.diplo.de/blob/1384216/1b4bf934b>

1024c1024186c4170e1e4D1sondage-1op-2013

6. Ifop/Ambassade d'Allemagne (2021). L'image de l'Allemagne en France, (9), <https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/2433122/9fddd97d60844870e6b262240589e680/2020-11-24-sondage-ifop-datei-data.pdf>.

Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 7: Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de: la protection du climat; la cohésion dans notre société; la paix en Ukraine; la solidarité entre les pays en Europe; la situation de l'emploi; la coopération franco-allemande; les prix de l'énergie; les prix des aliments?

2. Question 34: Selon vous, quelle est l'importance de la coopération franco-allemande en Europe sur chacun des domaines suivants: la paix en Europe; la prospérité économique; la protection du climat; l'avenir de l'UE; la protection des frontières extérieures?

Sans doute l'iconographie politique de l'amitié franco-allemande, enrichie au fil des ans par les chefs d'État et de gouvernement des deux pays, a-t-elle contribué à une perception positive de l'autre. L'«album de famille» qui s'est constitué au gré des rencontres, truffé de symboles se référant à des lieux de mémoire commun, a en effet transmis l'idée d'une coopération apaisée, tirant de l'inimicé passée la ferme volonté de travailler de concert au service de l'Europe. Parmi ces rencontres, on se souvient du chancelier Kohl et du président Mitterrand main dans la main à Verdun en 1984, de Gerhard Schröder assistant, aux côtés de Jacques Chirac, aux commémorations du débarquement sur les plages de Normandie en 2004, ou encore d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron déposant une gerbe à Rethondes, le 10 novembre 2018, dans le cadre des commémorations du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

Au-delà de la dimension officielle, le réseau très dense de contacts bilatéraux au sein de la société civile – qu'il s'agisse des échanges de jeunes, des cursus intégrés de l'Université franco-allemande ou encore des jumelages de villes et villages – a lui aussi permis d'ancrer cette image rassurante au sein des deux populations. Cela vaut en tout cas, dans la période allant de la partition de l'Allemagne à l'unification, pour l'Allemagne de l'Ouest. Car, si la République démocratique allemande (RDA) a elle aussi entretenu des relations avec la France, le discours de l'amitié franco-allemande, ainsi d'ailleurs que l'institutionnalisation des échanges de jeunes, ne visaient en effet que la République fédérale d'Allemagne (RFA).

... consolidée au fil au temps

Pour apprécier ce niveau de sympathie à sa juste valeur, il n'est pas inutile de le comparer à celui des années 1950, alors que le rapprochement allemand ne faisait que commencer – sur le plan politique avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et sur le plan sociétal avec les premiers échanges de jeunes, organisés par quelques personnalités engagées, donc encore peu nombreux et non institutionnalisés. Les enquêtes d'opinion sur l'image du voisin étaient à l'époque moins régulières qu'aujourd'hui, surtout celles menées en parallèle de part et d'autre du Rhin, mais les quelques éléments existants, notamment une vaste étude conduite fin 1953 auprès de la population ouest-allemande à la demande de l'ambassade de France à Bonn⁷, sont révélateurs du chemin parcouru en quelques décennies.

Certes, comme le notent les auteurs de cette enquête représentative, «l'idée de l'ennemi héréditaire [avait déjà à l'époque] perdu de sa violence et de sa dif-

7. Institut für Sozialforschung an der Johann Wolfgang Goethe-Universität, «Image de la France: un sondage de l'opinion publique allemande (République fédérale)», hiver 1953/54, Goethe-Universität, Francfort-sur-le-Main, 1954, vol. 1, p. 6.

fusion», et une majorité des Allemandes et des Allemands interrogés se disaient alors favorables à l'unification européenne et à la coopération franco-allemande. Cependant, ces attitudes n'étaient pas «toujours dégagées de considérations d'esprit nationaliste⁸». Les auteurs de l'enquête n'ont posé aucune question sur la sympathie éprouvée envers la France ou la population française, ce qui limite les possibilités de comparaison historique, mais les jugements sur la relation franco-allemande sont ici un indicateur utile. À cette question, seuls 12 % des personnes interrogées estimaient en 1953 que la relation était bonne/très bonne, sans d'ailleurs qu'il n'y ait de différences entre les zones d'occupation. Les deux tiers pensaient que la responsabilité de l'état de la relation incombait à la France. Un tel état d'esprit était loin de la sympathie débonnaire que l'on observe depuis quelques décennies.

Quant aux Françaises et aux Français, ils semblaient davantage encore sur leurs gardes. Une large majorité d'entre eux, interrogés en 1957 et 1959, jugeaient en effet «le peuple allemand dangereux» (respectivement 72 % et 70 %); seuls 30 % et 42 % d'entre eux estimaient que la République fédérale était une vraie démocratie⁹. Durant la décennie suivante, ils étaient toujours nombreux à juger avec sévérité leur voisin d'outre-Rhin. En 1965, deux ans après la signature du traité de l'Élysée qui institutionnalisa la coopération entre les deux États, seuls 6 % des Françaises et des Français interrogés considéraient l'Allemagne comme le plus sympathique des 10 pays cités, alors que 19 % estimaient qu'elle était le plus antipathique – il s'agissait alors du résultat le plus élevé de toutes les réponses à cette question¹⁰.

Entre-temps, l'image du pays partenaire s'est considérablement améliorée dans les deux pays, se stabilisant dans les années 1980 à un niveau élevé. On observe certaines variations, mais elles ne remettent pas en cause la tendance générale qui est celle d'une consolidation de la sympathie mutuelle. De tels résultats, inscrits dans la durée, témoignent de la solidité des images positives, désormais bien ancrées dans les consciences collectives des deux populations.

L'influence des facteurs sociaux

Dans l'ensemble, les jeunes de France et d'Allemagne apportent des réponses assez proches aux questions portant sur la relation franco-allemande dans le cadre de l'étude OFAJ. De même, et en dehors de quelques exceptions, l'âge des personnes interrogées semble n'avoir qu'un léger impact sur les réponses

8. *Ibid.*, S. 5.

9. Cité par Ingo Kolboom, *Vom geteilten zum vereinten Deutschland. Deutschland-Bilder in Frankreich*, Arbeitspapiere zur internationalen Politik 61, DGAP, avril 1991, p. 24.

10. Sondage «Das Deutschland-Bild der Franzosen», cité par Manfred Koch-Hillenbrecht, *Das Deutschenbild im Ausland*, Kessler, Bad Godesberg, 1968, p. 42.

apportées¹¹. En revanche, on observe certaines différences en fonction notamment de leur milieu social et de leur origine migratoire. À la question de savoir si la France et l'Allemagne devraient plus ou moins coopérer (question 36¹²), les jeunes issus d'une famille à l'histoire migratoire sont sensiblement moins nombreux à souhaiter qu'elle soit approfondie : 33 % dans les deux pays, comparés à 41 % et 45 % des jeunes sans histoire migratoire en France et en Allemagne ; de même, ils sont un plus nombreux à souhaiter que les deux pays coopèrent moins : 19 % et 10 %, comparés à 7 % et 4 % pour les jeunes sans histoire migratoire. Il semble que l'on puisse ici établir une corrélation avec la situation sociale des personnes interrogées. Dans les deux pays, les jeunes appartenant aux classes sociales supérieures sont les plus nombreux à souhaiter une intensification de la coopération (56 % en Allemagne et 43 % en France), à l'inverse des jeunes des classes sociales inférieures (37 % et 38 %), dans lesquelles les migrantes et les migrants ainsi que leurs descendantes et leurs descendants sont surreprésentés de part et d'autre du Rhin.

Les réponses sur le degré d'optimisme concernant l'avenir de la coopération franco-allemande dans les cinq ans à venir laissent apparaître des résultats simi-

laires (question 7¹³). Dans les deux pays, les jeunes issus d'une famille à l'histoire migratoire sont 40 % à se montrer optimistes et très optimistes, comparés à 49 % des jeunes sans origine migratoire. Il s'agit bien d'une différence, mais moindre que pour la question précédemment évoquée. Cependant, là encore, il semble exister une corrélation avec l'origine sociale des personnes interrogées. Sur cette question en particulier, celle-ci joue un rôle déterminant, plus important d'ailleurs que l'histoire migratoire, puisque plus les jeunes appartiennent à un milieu social élevé, plus ils se disent optimistes quant à l'avenir de la coopération franco-allemande. Dans un pays comme la France, les chiffres varient presque du simple au double entre les couches sociales inférieures et supérieures. De tels résultats peuvent sans doute s'expliquer par le fait que les jeunes vivant dans des familles aisées voyagent en général davantage en dehors de leur pays, ce qui contribue à une plus grande ouverture d'esprit vis-à-vis de l'étranger et a tendance à réduire les peurs de l'autre.

11. À titre d'exemple, les plus jeunes sont les plus nombreux à souhaiter que les deux pays coopèrent davantage : 42 % dans les deux pays, comparés aux 37 % et 40 % en moyenne pour la France et l'Allemagne (question 36).

12. Voir la question 36 citée plus haut [3].

13. Voir la question 7 citée plus haut [1].

Tableau 1
Quel est votre degré d'optimisme quant à l'évolution de la coopération franco-allemande dans les cinq prochaines années ?

Classe sociale ¹⁴	inférieure	moyenne inférieure	moyenne	moyenne supérieure	supérieure
France	30	44	48	55	58
Allemagne	35	40	48	47	60

14. voir note 20, page 11.

Tableau 2
**Lequel de ces termes décrit le mieux
la relation entre la France et l'Allemagne ?**

	Pays France Allemagne	Âge		Genre		Origine migratoire	
		France 16-17 18-21 22-25	Allemagne 16-17 18-21 22-25	France H F	Allemagne H F	France Oui Non	Allemagne Oui Non
Partenariat	16 26	20 15 15	39 22 23	15 18	24 27	17 17	19 30
Amitié	26 22	23 26 27	20 25 21	31 21	27 18	20 30	21 24
Voisinage	27 29	25 26 29	21 28 34	26 28	28 30	31 25	32 28
Concurrence	12 6	10 13 12	3 5 8	13 10	8 3	17 8	10 3
Aucun de ces termes	5 2	6 5 4	- 4 2	4 5	2 2	5 5	3 2
Ne sait pas	14 15	16 15 13	17 16 12	11 18	11 20	10 15	15 13
Total	100	100	100	100	100	100	100

Amitié en France, partenariat en Allemagne

Là où, dans l'étude de l'OFAJ, la variable du pays de résidence semble faire une certaine différence, c'est en revanche dans les termes utilisés pour qualifier la relation franco-allemande (question 35¹⁵). Certes, dans les deux pays, le terme que les jeunes sondés associent le plus fréquemment à cette relation est celui de «voisinage» (27 % en France et 29 % en Allemagne) – un terme neutre, en tant qu'il se réfère à une situation géographique. Cependant, ceux qui arrivent respectivement en deuxième et troisième position sont inversés de part et d'autre du Rhin: alors qu'en France, les jeunes citent «amitié», ils sont plus nombreux en Allemagne à parler de «partenariat» (26 % dans les deux cas). En outre, en France, le terme de «partenariat» n'est cité que par 16 % des jeunes interrogés, tandis qu'ils sont 12 % à évoquer celui de «concurrence» (comparé à 6 % en Allemagne). S'il est difficile d'avancer une explication à un tel choix, on peut toutefois formuler une première hypothèse. Dans le discours public, il est fréquent en France de parler de «couple franco-allemand», une expression chargée sur le plan émotionnel et auquel font écho les termes de mariage/divorce ou encore d'amitié, tandis qu'en Allemagne, il est davantage question de «tandem», qui correspond à l'idée de «partenariat». Cette hypothèse, qui ne peut qu'être partielle, ne permet toutefois pas d'expliquer pourquoi, dans les deux pays, les hommes sont sensiblement plus nombreux que les femmes à mentionner l'«amitié» (respectivement 10 et 9 points d'écart en France et en Allemagne).

Pragmatisme et résilience

Quelles que soient ces variations, la relation entre la France et l'Allemagne est associée à des attributs positifs dans les deux pays, qui laissent transparaître une relation à la fois apaisée et normalisée. Même si c'est à des degrés divers et dans des termes différents, la coopération franco-allemande est en effet largement plébiscitée par les jeunes de part et d'autre du Rhin. Comme si, dans le contexte tendu et plein d'incertitudes dans lequel a été menée l'enquête, il s'agissait d'une valeur refuge. Non seulement les jeunes interrogés sont nombreux à associer au pays partenaire une image positive, teintée d'estime et de sympathie, mais ils sont également nombreux à souhaiter que la coopération soit renforcée. S'ils plébiscitent la coopération entre les deux pays, ce n'est pas par idéalisme, mais avant tout pour une raison pragmatique. Préoccupés par la situation politique et sociale actuelle, ils sont une majorité à voir dans la coopération franco-allemande une manière de façonner l'avenir européen et de résoudre des

problèmes d'actualité concrets, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine ou de la crise climatique.

Ce faisant, les jeunes des deux pays sont loin d'entretenir une vision romantique de la relation franco-allemande. Le choix des termes pour la qualifier en témoigne, mais aussi le regard qu'ils portent sur leur voisin. Interrogés sur l'image qu'ils en ont dans des domaines aussi variés que l'éducation, le fonctionnement de la démocratie et plus généralement les perspectives d'avenir, les jeunes en France comme en Allemagne jugent leur propre pays de manière nettement plus positive que le pays partenaire (questions 4 et 5¹⁶). Cela laisse penser qu'ils sont loin de projeter sur le voisin une vision fantasmée – comme cela peut parfois être le cas dans le débat sur le modèle allemand en France –, mais cela peut aussi traduire une certaine méconnaissance de sa réalité, qu'elle soit sociétale, culturelle, politique et bien sûr linguistique. Pour les institutions en charge du travail international de jeunesse, et en premier lieu pour l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, il s'agit là d'un encouragement à poursuivre les efforts pour soutenir et développer les échanges franco-allemands, dans des formats à la fois bilatéraux et ouverts à d'autres pays. En outre, le fait que les jeunes issus de milieux sociaux moins privilégiés soient de manière générale plus réticents à l'approfondissement de la coopération franco-allemande ou plus pessimistes quant à son avenir, qu'ils soient ou non issus de familles à l'histoire migratoire, ne doit pas être sous-estimé. Prendre ce message au sérieux implique de continuer à s'engager pour promouvoir les échanges internationaux de jeunes éloignés de la mobilité, comme l'OFAJ le fait dans le cadre de sa stratégie Diversité et participation.

15. Question 35: Parmi les termes suivants, lequel décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne: partenariat, amitié, relation de voisinage, concurrence, rien de tout cela.

16. Question 4: Nous associons souvent certaines images à un pays, par exemple certaines particularités culturelles, des qualités des personnes qui y vivent, des avantages ou inconvénients. Indépendamment de votre situation personnelle, quelle image avez-vous de votre pays dans ces trois domaines: l'éducation, le fonctionnement de la démocratie, les perspectives d'avenir? La question 5, formulée de la même manière, concernait l'image de l'Allemagne vue par les jeunes en France.

Ont contribué à cette étude



Claire Demesmay est cheffe du bureau « Formation interculturelle » à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et chercheuse associée au Centre Marc Bloch à Berlin. Ses sujets de recherche portent sur la coopération franco-allemande en matière de politique européenne, la politique étrangère de la France et de l'Allemagne ainsi que sur le rôle de la société civile dans les relations internationales. Elle a obtenu en 2016 le prix parlementaire franco-allemand pour son livre *Que reste-t-il du couple franco-allemand ?* (avec Cécile Calla).



Josephine Ehm étudie actuellement en premier semestre de master Communication interculturelle, avec option sciences économiques, à l'Université de la Sarre. Elle a achevé en 2022 son bachelor franco-allemand de Communication et coopération transfrontalières. Parallèlement à ses études, elle est très engagée dans le franco-allemand. De 2019 à 2022, elle a été Jeune Ambassadrice de l'OFAJ et participe en outre activement à plusieurs projets franco-allemands.



Olivier Galland, sociologue, Directeur de recherche émérite au CNRS. A publié récemment *20 ans le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui*, éditions Nathan 2022; *Sociologie de la jeunesse*, Armand Colin, 7^e édition revue et augmentée, 2022



Miriam Hartlapp est professeure en politique comparée, avec pour spécialité l'Allemagne et la France à la Freie Universität de Berlin. Elle dirige trois cursus de double diplôme franco-allemands avec Sciences Po Paris et HEC Paris. Elle recherche et enseigne dans les domaines de l'intégration européenne et de la politique comparée, et s'intéresse en particulier aux questions de pouvoir, polarisation et conflit dans le système européen de gouvernance multi-niveaux, d'intégration économique et sociale ainsi que de représentation dans les institutions politiques. (Photo © Bettina Ausserhofer)



Patricia Loncle est professeure des universités en sociologie. Elle co-dirige le parcours de master Recherche et expertise des sciences sociales du politique. Elle enseigne notamment dans le parcours Enfance, jeunesse, politiques et prises en charge à l'EHESP. Elle est membre du conseil scientifique et d'orientation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Elle a notamment publié avec Tom Chevalier, *Une jeunesse sacrifiée?*, Paris, PUF, 2021; avec Andreas Walther, Janet Batsleer et Axel Pohl (eds), *Young people and the struggle for participation* (Routledge, 2019). (Photo © François Petitjean)



Sabine Walper, depuis 2001 professeure de pédagogie générale et de recherche en éducation avec pour spécialités la recherche sur la jeunesse et la famille à l'Université Ludwig Maximilian de Munich, de 2012 à septembre 2021 directrice de recherche et depuis octobre 2021 directrice et présidente du DJI e.V. à Munich. Ses spécialités sont l'éducation dans les systèmes scolaires et extrascolaires, l'éducation dans la famille, la recherche sur le divorce et la pauvreté, la promotion des compétences éducatives des parents, les relations de partenariat, les comportements à problèmes des jeunes ainsi que les effets des conflits parentaux sur le développement des enfants et des jeunes. (Photo © Stefan Obermeier)

Impressum

Direction de la publication: Anne Tallineau & Tobias Bütow

Rédaction en chef: Claire Demesmay

Rédaction: Tomasz Bertram & Anya Reichmann

Traductions: Nathalie Heyblom

Relecture: Marielle Roubach

Coordination: Annette Schwichtenberg

Conception graphique & Design: Olaf Mühlmann · rubimann.com

© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2023

Les membres du comité scientifique sont (par ordre alphabétique):

Floriane Azoulay, Arolsen Archives

Stéphanie Bruel, Europäische Akademie Otzenhausen GmbH (EAO)

Josephine Ehm, ex- Jeune Ambassadrice OFAJ – Représentante jeunesse

Olivier Galland, sociologue, directeur de recherche émérite
au Centre national de recherche scientifique (CNRS)

Frank Gröninger, maître de conférence, Sciences Po Paris

Miriam Hartlapp, Freie Universität Berlin

Patricia Loncle-Moriceau, , École des hautes études en santé publique (EHESP)

Jörg Müller, chercheur, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC)

Osée N'Tcha, JAO – Jeune Ambassadeur OFAJ - Représentant jeunesse

Anne Rolvering, Deutsche Kinder- und Jugendstiftung (DKJS)

Sabine Walper, Deutsches Jugendinstitut (DJI)



OFAJ - 51 rue l'Amiral-Mouchez - 75013 Paris - www.ofaj.org
DFJW - Molkenmarkt 1 - 10179 Berlin - www.dfjw.org